

A N N O N C E

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 4 décembre 2025 / 13 jumada al thani 1447 - N° 3971 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt: **CHERRHAL ABDELMADJID "ANTAR"**

www.dknews.dz
e-mail: contact@dknews.dz

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
Etude d'exposés relatifs à plusieurs secteurs

P.3

PROCESSUS D'ORAN
Les dirigeants africains appellent à une stratégie unifiée contre le terrorisme et saluent l'expérience algérienne

P.24

ALGÉRIE - QATAR
Le ministre de la Jeunesse examine avec l'ambassadeur du Qatar les moyens de renforcer la coopération bilatérale

P.4

ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Une coopération renforcée pour une nouvelle trajectoire bilatérale



La visite officielle du président biélorusse Alexandre Loukachenko à Alger marque une étape décisive dans l'évolution des relations entre l'Algérie et la Biélorussie, qui célèbrent cette année le 30^e anniversaire de leurs relations diplomatiques. Accueilli par le président du Conseil de la Nation Azouz Nasri, le dirigeant biélorusse arrive à la tête d'un pays de 9 millions d'habitants au revenu national par habitant dépassant les 27 000 dollars en parité de pouvoir d'achat. P.3

LOI DE FINANCES 2026

L'Algérie mise sur les grands investissements et la diversification économique pour consolider sa croissance

P.6

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Journée d'étude au profit des stagiaires de l'Ecole de la Gendarmerie nationale des Issers

P.4

DÉFECTIONS EN CASCADE AU SEIN DU « MAK »

Révélations explosives sur une organisation instrumentalisée contre l'Algérie

P.4

SANTÉ

ASTHME
Faites le point sur les idées reçues

Pp12-13

F O O T B A L L

COUPE ARABE FIFA 2025 (GR.D / 1^{RE} J)

L'Algérie débute par un match nul face au Soudan (0-0)

P.22



MUSIQUE

Décès de Mohamed Khaznadji, grande figure de la musique andalouse

P.16

ARMÉE

Reddition de terroristes et saisie historique de drogue par l'ANP

P.2

DÉCÈS DU JOURNALISTE ABDELHAMID AKIK

Le ministre de la Communication présente ses condoléances



Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a présenté ses sincères condoléances à la famille du journaliste Abdelhamid Akik, décédé mardi à l'âge de 60 ans.

"C'est avec une immense tristesse et une profonde affliction que le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a appris le décès du journaliste Abdelhamid Akik à l'âge de 60 ans, des suites d'une longue maladie", lit-on dans le message de condoléances.

Le ministre a rappelé, dans son message, que le défunt avait "travaillé dans plusieurs établissements et organes médiatiques nationaux, ainsi qu'à la Direction de la communication du ministère de l'Intérieur, dans les années 1990".

En cette douloureuse épreuve, le ministre de la Communication a présenté ses "sincères condoléances à la famille du défunt, ainsi qu'à l'ensemble de la corporation médiatique, les assurant de sa compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde et de prêter à ses proches patience et réconfort. (A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons)".

PARLEMENT

APN: séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, indique, mercredi, un communiqué de cette institution.

Les questions orales concernent les ministères des Moudjahidines et des Ayants-Droit, de l'Industrie, des Affaires religieuses et des Wakfs, de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, et des Travaux publics et des Infrastructures de base, précise la même source.

ENERGIE

Bejaia : plus de 14.200 paiements électroniques effectués via BaridiMob depuis mi-juillet (Sonelgaz)

Plus de 14.200 opérations de paiement électronique de factures d'électricité et de gaz via l'application BaridiMob ont été effectuées entre mi-juillet et novembre 2025 dans la wilaya de Bejaia, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Au total, 14.263 opérations de paiement électronique de factures d'électricité et de gaz via l'application BaridiMob, ont été enregistrées par Sonelgaz-direction de distribution de Bejaia entre le 14 juillet et le 30 novembre 2025, indique un communiqué de la société.

Ce nouveau mode de paiement, ajoute le même communiqué, traduit la volonté de Sonelgaz d'améliorer la qualité de ses services et de soutenir la transition vers des services publics numériques, décidée par les pouvoirs publics.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

4 morts et 156 blessés en 24 heures (Protection civile)



Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 156 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mercredi, un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus, pour prodiguer des soins de première urgence à 5 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur domicile, dans la wilaya de Mostaganem.

Suite aux chutes de pluies ayant affecté la wilaya d'Illizi, durant les derniers 24 heures, les équipes de secours de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 2 personnes à bord d'un véhicule, coincé dans la boue, et ont également effectué 59 opérations d'épuisement et de pompage des eaux pluviales à l'intérieur de plusieurs habitations et édifices publics.

NOUVELLE LIGNE MARITIME HEBDOMADAIRE SKIKDA-VALENCE

Accostage d'un premier navire au port de Skikda

Le porte-conteneurs "Alsterdiep" qui effectuait sa première traversée dans le cadre de la nouvelle ligne maritime commerciale hebdomadaire Skikda-Valence (Espagne), a accosté, mardi soir, au port de Skikda, a indiqué, mercredi, le directeur général de l'Entreprise portuaire de Skikda (EPS), Samir Boudjemaâ.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que l'accostage de ce navire, mardi soir au quai numéro 8 du port de Skikda, découle de la mise en œuvre de l'exploitation de cette ligne, convenue lors d'une récente réunion avec des responsables de la compagnie maritime espagnole "Marguisa", représentant le géant mondial du transport maritime, HMM.

Selon M. Boudjemaâ, l'Entreprise portuaire de Skikda a mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires aux opérations de chargement et de déchargement afin de garantir un traitement efficace et conforme aux conditions de service convenues avec le partenaire espagnol.

Le directeur général de l'EPS a souligné que le lancement effectif de cette ligne maritime a "eu lieu avant la date prévue (janvier 2026) en raison de son importance commerciale et logistique et des besoins du marché".

BISKRA

Ouverture du salon des dattes, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme

Le salon des dattes, des produits agricoles et industriels et de promotion du tourisme s'est ouvert, mardi au complexe thermique Sidi Yahia de Biskra avec la participation de 107 exposants de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya.

Les stands du salon exposent les diverses variétés de dattes dont la célèbre deglet nour, El Ghars, Mech degla, Tantboch et Sbaa Laarous, les dérivés de dattes (confiture, miel de datte), les produits agricoles (olives, huile d'olive), les produits de sericulture (piments, tomate cerise, pastèque) et les fruits.

Les visiteurs découvrent également les outils et engins utilisés en agriculture, les fertilisants, les produits d'emballage ainsi que les produits de diverses industries implantées sur le territoire de la wilaya dont les ciments, le sel, le plâtre et eaux minérales.

Horaires des prières



Fajr: 06h12

Dohr: 12h38

Asr: 15h12

Maghreb: 17h31

Iaha: 18h58

MÉTÉO



Alger	: 15°	09°
Oran	: 15°	08°
Annaba	: 14°	10°
Béjaia	: 12°	10°
Tamanrasset	: 24°	12°

ARMÉE

MDN : Reddition de terroristes et saisie historique de drogue par l'ANP

Dans un nouveau coup d'éclat, l'Armée nationale populaire (ANP) a renforcé la sécurité nationale cette semaine, avec la reddition de deux terroristes et la saisie massive de drogues et de psychotropes, selon le bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN) pour la période du 26 novembre au 2 décembre 2025. Les terroristes, identifiés comme « G.A. », surnommé Abou Djaâfar, et « H.C. », surnommé Echerif, se sont livrés aux forces de l'ANP respectivement à Adrar et In Guezzam.

Ils étaient lourdement armés : une arme automatique, trois pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, d'importantes munitions et divers équipements utilisés dans leurs opérations criminelles. Quatre autres individus, soupçonnés de soutenir des réseaux terroristes, ont également été arrêtés lors d'opérations ciblées à travers le pays.

Dans le même temps, la lutte contre le narcotrafic a enregistré des résultats historiques.

Trente trafiquants de drogue ont été arrêtés, tandis que les forces de sécurité ont saisi 19 quintaux et 93 kilogrammes de kif traité, en grande partie destinés à être introduits illégalement via la frontière marocaine, ainsi que 1 425 734 comprimés psychotropes. Ces opérations démontrent la vigilance et l'efficacité des forces nationales dans la protection du territoire et de la population.

Ces succès viennent confirmer la détermination des autorités à neutraliser toutes les menaces terroristes et criminelles, garantissant la stabilité et la sécurité dans toutes les régions du pays.

R.N

ILLIZI

Intempéries : La protection civile intervient massivement sans pertes humaines

Dans la wilaya d'Illizi, les récentes intempéries ont mobilisé les services de la Protection civile, qui ont mené une série d'interventions pour faire face aux inondations et aux conséquences des fortes précipitations enregistrées ces dernières heures. Jusqu'à ce mercredi matin 8h30, pas moins de 63 interventions ont été recensées, dont 59 pour le pompage des eaux infiltrées dans des habitations réparties sur 18 quartiers de la ville.

Les services de la protection civile ont également été sollicités pour trois interventions liées à des courts-circuits électriques provoqués par les infiltrations d'eau. Dans un autre épisode marquant, les pompiers ont dégagé un véhicule coincé dans la boue au niveau d'Oued Illizi et secouru ses deux passagers, qui se portent heureusement bien.

Ces actions témoignent de la réactivité et de l'efficacité des équipes face aux situations imprévues générées par des conditions climatiques exceptionnelles. Les opérations se sont poursuivies dans divers établissements scolaires et administratifs, notamment les collèges "Colonel Lotfi" et "Moufid Zakaria", le lycée "Houari Boumediène", l'école primaire "Salah-Eddine El-Ayoubi", ainsi que dans les abords de la bibliothèque principale, du siège de la direction régionale des Douanes et de la mosquée "Zeid Ibn-Thabet".

L'objectif était d'évacuer les eaux agglutinées et de sécuriser les sites pour éviter tout risque pour les usagers. Malgré l'ampleur des interventions et la complexité de la situation, aucune perte humaine ni matérielle n'a été déplorée, selon les responsables de la Protection civile.

Ces derniers restent mobilisés sur le terrain afin de répondre aux besoins des citoyens et de prévenir tout danger supplémentaire, garantissant ainsi la sécurité et la sérénité des habitants face aux aléas climatiques.

Ces événements soulignent l'importance de la vigilance et de la préparation des services de secours dans les zones sensibles aux intempéries, tout en mettant en avant leur rôle crucial dans la protection des populations et la gestion des urgences en temps réel.

R.L

ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Le président de la République et son homologue biélorusse signent une déclaration conjointe sur le renforcement des relations de partenariat et d'amitié entre les deux pays

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, ont signé, hier mercredi à Alger, une déclaration conjointe sur le renforcement des relations de partenariat et d'amitié entre les deux pays.

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, à l'issue des entretiens entre le président de la République et son homologue biélorusse, qui effectue une visite officielle en Algérie.



Une coopération renforcée pour une nouvelle trajectoire bilatérale

La visite officielle du président biélorusse Alexandre Loukachenko à Alger marque une étape décisive dans l'évolution des relations entre l'Algérie et la Biélorussie, qui célèbrent cette année le 30e anniversaire de leurs relations diplomatiques.

Accueilli par le président du Conseil de la Nation Azouz Nasri, le dirigeant biélorusse arrive à la tête d'un pays de 9 millions d'habitants au revenu national par habitant dépassant les 27 000 dollars en parité de pouvoir d'achat.

La Biélorussie affiche une croissance de près de 4 % en 2024 et un PIB en PPA

de plus de 201 milliards de dollars, témoignant d'une économie solide et diversifiée.

Cette visite est l'expression d'une volonté politique claire des deux capitales d'approfondir encore davantage un partenariat déjà bien établi au plan diplomatique.

Les entretiens menés récemment entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays ont permis de finaliser les préparatifs des futures échéances bilatérales.

Les deux parties ont exprimé leur ambition d'élargir leurs domaines de coopération, notamment dans l'éducation,

l'industrie, l'agriculture et l'industrie pharmaceutique.

Dans l'éducation, un comité de travail conjoint a été créé afin de définir les étapes pratiques de collaboration.

Dans l'industrie, les discussions ont porté sur les machines agricoles, les silos métalliques, les équipements miniers et les camions, mais aussi sur le textile.

Le secteur pharmaceutique, de son côté, prévoit des mécanismes communs d'enregistrement des médicaments pour faciliter les échanges.

Le Forum économique algéro-biélorusse tenu avant-hier à Alger a mis en lumière le paradoxe actuel : un immense potentiel face à un niveau d'échanges encore très faible, estimé à seulement 34,54 millions de dollars sur les neuf premiers mois de 2025.

La signature de cinq nouveaux accords industriels et de services pourrait amorcer une véritable montée en puissance. Cette visite présidentielle, rare et stratégique, apparaît ainsi comme une ouverture vers une nouvelle ère de coopération, plus dense, plus structurée et tournée vers des secteurs d'avenir.

R.E

Le ministre de la Santé reçoit son homologue biélorusse

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu, au siège du ministère, son homologue biélorusse, M. Alexander Khodjaev, avec lequel il a passé en revue l'état des systèmes de santé des deux pays et les moyens de renforcer la coopération bilatérale, indique mercredi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue mardi soir, s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations bilatérales entre l'Algérie et la Biélorussie dans le domaine de la santé", précise le communiqué.

A cette occasion, les deux parties ont souligné leur "volonté commune d'élargir les domaines de coopération bilatérale, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays", ajoute la même source.

Dans ce cadre, les deux parties ont passé en revue "l'état de leurs systèmes de santé respectifs", en mettant en avant "les domaines d'intérêt commun".

Les deux ministres ont également examiné "les besoins et priorités dans le domaine de la santé, notamment l'amélioration de la qualité de la prise en charge médicale des citoyens et le renforcement de l'efficacité des services de santé", ainsi que "les moyens d'établir un partenariat fructueux dans ce secteur".

A ce propos, M. Ait Messaoudene a proposé "le renforcement de la coopération dans plusieurs spécialités

médicales de pointe, telles que la chirurgie cardiaque pédiatrique, l'ophtalmologie et la neurologie", ainsi que "l'élargissement du recours à l'intelligence artificielle pour promouvoir les services de santé, le développement des pôles sanitaires et le soutien à la politique sanitaire axée sur la santé de proximité".

Pour sa part, le ministre biélorusse de la Santé a exprimé son "intérêt pour le développement de la coopération sanitaire avec l'Algérie, notamment dans la gynécologie-obstétrique et la formation médicale", proposant "l'organisation de rencontres et de réunions par visio-conférence, ainsi que la programmation de visites de terrain mutuelles afin de renforcer la coordination et l'échange d'expertises de manière continue".

A cette occasion, il a été décidé de mettre en place une commission mixte, composée des directeurs centraux du ministère de la Santé et de leurs homologues biélorusses, chargée d'"élaborer une feuille de route déterminant les domaines d'échange d'expertises et de connaissances, notamment dans les spécialités médicales de pointe".

Cette commission sera également chargée d'"examiner les moyens de coopération dans les domaines de la numérisation et de la télémédecine", principalement dans l'imagerie et la radiologie médicales assistées par

l'intelligence artificielle, dans le but de "généraliser ces technologies modernes et de les appliquer dans les régions éloignées et enclavées afin d'améliorer la prise en charge médicale", conclut le communiqué.

Le président biélorusse se recueille à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération nationale

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Grigorievitch Loukachenko, s'est recueilli, mercredi, au sanctuaire du Martyr à Alger, à la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale.

Le président biélorusse a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et observé une minute de silence à la mémoire des Chouhada de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954.

Le président de la République de Biélorussie a entamé, mardi, une visite officielle en Algérie.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Etude d'exposés relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé mercredi une réunion du Gouvernement consacrée à plusieurs exposés relatifs à la stratégie nationale de développement du commerce électronique, aux services de télécommunications électroniques par satellite, et à l'avancement de grands projets structurants, selon un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 3 décembre 2025, une réunion du gouvernement consacrée aux points ci-après : Le gouvernement a entendu une communication sur la stratégie nationale de développement du commerce électronique, laquelle s'inscrit dans le cadre de la vision de transformation numérique du pays et vise à moderniser l'écosystème commercial national et à positionner le commerce électronique comme un levier majeur de compétitivité économique et d'inclusion finan-

cière. Le gouvernement a également entendu une communication sur les avantages offerts par les services de télécommunications électroniques par satellite en orbite non géostationnaire.

Ce système de télécommunications permet de réduire la facture numérique, en assurant l'accès à Internet haut débit dans les zones rurales et enclavées et de compléter les infrastructures stratégiques existantes.

Enfin, et dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement des projets relatifs au programme de développement des chemins de fer, à la réalisation d'un complexe sportif dans la wilaya de Constantine, au projet du barrage de Boukhroufa dans la wilaya d'El Tarf et au projet de transfert d'eau Ighil Amda-Mahouane dans les wilayas de Bejaïa et Sétif".

APS



HISTOIRE

Les défis actuels liés à la décontamination des sites des explosions nucléaires françaises en Algérie, thème d'une conférence à Alger

L'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST) a organisé, mardi à Alger, une conférence sur les défis actuels liés à la décontamination des sites des explosions nucléaires françaises en Algérie.

Dans une communication présentée à cette occasion, le professeur de physique nucléaire et atomique, Ali Meftah, est revenu sur le contexte historique et politique des explosions menées par la France coloniale dans le sud algérien, soulignant que "le dossier de la décontamination de ces sites doit faire l'objet d'un débat scientifique approfondi couvrant les aspects environnementaux et sanitaires, avec la participation de toutes les parties concernées".

De son côté, le président de l'AAST, Pr Mohamed Hichem Kara, a insisté, dans une déclaration à la presse, sur "l'importance de la décontamination des sites des explosions, de l'indemnisation des victimes et de l'ouverture des archives liées à ce dossier".

Au cours du débat, les intervenants ont appelé les autorités françaises à remettre les cartes des sites d'enfouissement des déchets radioactifs et à assumer l'entière responsabilité dans ces crimes.

La conférence s'est déroulée en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaoutar Krikou, du coordinateur de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, de parlementaires et de représentants des corps de sécurité.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Journée d'étude au profit des stagiaires de l'Ecole de la Gendarmerie nationale des Issers

La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) a organisé une journée d'étude au profit de stagiaires de l'Ecole de police judiciaire de la Gendarmerie nationale des Issers, et ce dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de ses activités de formation et de sensibilisation en matière de prévention et de lutte contre la corruption, a indiqué, mercredi, un communiqué de la même instance.

La journée d'étude, organisée mardi au siège de l'autorité, "au profit de 30 stagiaires de l'Ecole de police judiciaire de la Gendarmerie nationale des Issers, a été ponctuée par des interventions données par des cadres de la HATPLC", précise la même source.

Dans ce sillage, des interventions ont été présentées sur les thèmes "le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption et la présentation du contenu de l'indice de Performance d'intégrité (IP) +NAZAH+, en tant qu'outil d'évaluation des efforts des établissements publics en matière et de lutte contre la corruption et base de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption".

Au cours de cette journée d'étude, "les procédures de signalement de la corruption dans le cadre de la loi 22-08, les enquêtes administratives et financières relatives à l'enrichissement illicite du fonctionnaire public et les procédures de déclaration des biens" ont également été abordées, conclut le communiqué.

DÉFECTIONS EN CASCADE AU SEIN DU « MAK »

Révélations explosives sur une organisation instrumentalisée contre l'Algérie

L'organisation terroriste dite « Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie » (MAK) traverse une crise interne sans précédent, marquée par une vague de défections de cadres dirigeants et de membres influents du prétendu « gouvernement provisoire kabyle ».

Ces départs successifs, mis en lumière dans un documentaire diffusé lundi soir par la Télévision algérienne sous le titre « S'affranchir de l'organisation terroriste MAK », exposent au grand jour l'ampleur de l'instrumentalisation de ce groupe par des cercles marocains et sionistes visant à fragiliser l'État algérien, à menacer son unité nationale et à porter atteinte à la cohésion de son tissu social.

Les témoignages des dissidents, qui ont récemment bénéficié de l'initiative de la main tendue décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tracent un tableau accablant d'une organisation infiltrée, financée et orientée par des puissances étrangères hostiles. Le documentaire, nourri d'images, d'archives et de récits circonstanciés, dévoile des plans subversifs, des réseaux d'influence et des mécanismes de financement destinés à alimenter une campagne de déstabilisation ouverte contre l'Algérie.

Au cœur de ces révélations, les propos de Zahir Benadjaoud, ancien haut cadre du MAK, apparaissent comme un véritable tournant.

Ayant quitté l'organisation dès 2016, il affirme que le point de rupture fut l'annonce d'un projet d'envoi de combattants pour un entraînement militaire auprès de l'entité sioniste.

Ce qu'il décrit comme une « dérive extrémiste » a révélé, selon lui, le vrai visage de Ferhat Mehenni, dirigeant du mouvement, qu'il qualifie sans détour de « traître » ayant basculé vers un discours explicitement violent, relevant du terrorisme le plus dangereux.

Benadjaoud insiste également sur le contraste saisissant entre les privilèges dont jouissent les enfants de dirigeants du MAK, bénéficiant d'investissements considérables en France, et les familles kabyles divisées, exploitées ou

abandonnées par cette organisation qui se prétend porte-voix de leurs aspirations.

L'ancien cadre décrit par ailleurs une entité gangrenée par la corruption, obsédée par la fabrication d'une image artificielle de puissance. Campagnes de propagande, manipulation de faits, intoxication médiatique et scénarios montés de toutes pièces : le MAK, selon lui, excelle dans l'art de la désinformation.

Il cite notamment des mises en scène prétendant une reconnaissance internationale, telles que des supposées rencontres au siège des Nations Unies, alors qu'il ne s'agissait que d'infiltrations opportunistes au sein de délégations marocaines d'associations.

Même procédé pour une prétendue réception au Parlement français, immédiatement démentie.

Plus grave encore, Benadjaoud révèle que la relation entre le MAK et les services marocains remonte à l'année 2000, lorsqu'il fut adressée à Ferhat Mehenni par Rabat, suivie de près par les événements du Printemps noir de 2001. Il affirme que le Maroc tint aujourd'hui plusieurs membres du MAK comme « otages politiques », utilisés pour faire pression sur l'organisation et renforcer son emprise.

Cette dépendance se traduit par une confusion interne, un climat de doute et d'agitation parmi les militants, notamment en raison des positions contradictoires de Mehenni, qui appelle par exemple au maintien du mouvement du Rif sous le drapeau marocain, révélant ainsi un alignement troublant avec l'agenda du Makhzen.

Le documentaire intègre également un témoignage ancien du président du mouvement « Maroc de Demain », Mustapha Aziz, signataire d'un accord de coopération avec le MAK en 2024. Il y

confessait avoir été missionné par les services de renseignement marocains pour mener des opérations clandestines en Afrique et en Europe dans le but de nuire aux intérêts algériens.

Ce propos recoupe les déclarations de plusieurs dissidents, dont Idir Djouder, selon lesquels le Makhzen finance Ferhat Mehenni à hauteur de 250 000 euros par mois, tout en lui assurant d'autres sources de financement transitant au nom de son fils, possesseur d'investissements importants en France. Un autre témoignage saisissant est celui de Mohand Belloucif, ancien « ministre chargé de la sécurité et de l'administration » au sein du pseudo gouvernement du MAK, qu'il avait rejoint en 2013.

Son retour en Algérie, après dix ans d'éloignement, a été vécu comme une libération personnelle et une réconciliation avec sa famille et sa région.

Belloucif explique avoir rompu définitivement avec le MAK en 2020 après avoir pris connaissance des projets inavoués du mouvement, conçus en collaboration avec des milieux étrangers dont l'objectif était de déstabiliser l'État algérien et de renverser ses institutions légitimes.

Face à la multiplication des dérives internes et à la perte totale de confiance dans les dirigeants, plusieurs cadres, comme lui, ont compris que l'organisation les entraînait dans une voie dangereuse et sans issue.

Il salue aujourd'hui les efforts des autorités algériennes et de ses représentations diplomatiques en France, qui facilitent le retour des repentis.

Belloucif affirme, preuves à l'appui, que de nombreux membres du MAK s'apprentent à faire défection pour bénéficier des mesures de la main tendue.

Le même constat est partagé par Kamel Matoub,

chargé autrefois d'organiser les manifestations et les marches du mouvement, qui souligne que l'organisation recrutait systématiquement toute personne en difficulté avec les autorités algériennes, exploitant leur détresse pour les instrumentaliser.

Enfin, Noureddine Laarab, anciennement sous le coup de deux mandats d'arrêt internationaux avant de bénéficier de l'initiative de réconciliation, exprime sa gratitude envers l'État algérien et lance un appel solennel aux éléments encore enrôlés dans le MAK.

Il les invite à se détourner de cette organisation qui, affirme-t-il, dissimule ses intentions destructrices derrière un discours pseudo-démocratique alors même qu'elle ne respecte aucune règle démocratique et propage des idées profondément subversives.

Ces témoignages, croisés, cohérents et convergents, dressent le portrait d'un mouvement vidé de sa substance, infiltré par des agendas étrangers et abandonné par ses propres cadres.

Ils révèlent surtout la pertinence et l'efficacité des mesures de réconciliation nationale mises en œuvre par le président de la République, qui offrent une voie de retour, de pardon et de réintégration à ceux qui ont été abusés ou manipulés.

À travers ces révélations, une certitude s'impose : le MAK, loin d'être une organisation porteuse d'un projet politique légitime, apparaît désormais comme un instrument au service de stratégies étrangères visant à fracturer la nation algérienne.

Face à ces manœuvres, les défections en série témoignent non seulement de l'effondrement moral du mouvement, mais aussi de la solidarité de l'État algérien et de l'attachement de ses enfants à l'unité nationale, à la stabilité et à la souveraineté du pays.

R.N

ALGÉRIE - QATAR

Le ministre de la Jeunesse examine avec l'ambassadeur du Qatar les moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a reçu, mardi soir au siège du ministère, l'ambassadeur de l'Etat du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère.

A l'entame de cette rencontre, le ministre a exprimé "sa fierté de la solidité des relations fraternelles et historiques liant l'Algérie et le Qatar", notant que cette rencontre s'inscrit dans "le cadre de l'échange des vues et du renforcement de la concertation sur les moyens de développer la coopération bilatérale dans le domaine de la jeunesse", précise la même source.

A cette occasion, il a souligné "la volonté de l'Algérie de renforcer les liens de partenariat avec l'Etat du Qatar, à travers des projets et programmes communs à concrétiser sur le terrain, soit par l'organisation de rencontres techniques et de formation, ou par la mise en œuvre de

programmes exécutifs d'échange d'experts et de renforcement des capacités dans le domaine de la jeunesse".

De son côté, l'ambassadeur du Qatar a salué "la profondeur des relations unissant les deux pays frères", exprimant "la volonté de son pays d'échanger les expériences et d'élargir les domaines de coopération avec l'Algérie en tant que partenaire stratégique dans la région, notamment en ce qui concerne les programmes d'autonomisation des jeunes et de développement des compétences humaines".

Il a, en outre, affirmé que "la convergence des vues et des orientations entre les dirigeants des deux pays constitue une base solide pour renforcer la coopération dans les différents domaines d'intérêt commun", ajoute le communiqué.

Lors de ces entretiens, les deux parties ont évoqué une série de propositions pratiques visant "à dynamiser la coopération et à envisager des projets futurs au profit des questions de jeu-

nesse communes aux deux pays", à travers l'échange de visites d'experts sur le terrain et l'organisation d'ateliers de travail conjoints".

Dans ce sillage, M. Hidaoui a réaffirmé "l'engagement de son département ministériel à oeuvrer avec la partie qatarie pour concrétiser un partenariat exemplaire au service de la jeunesse des deux pays frères".

Pour sa part, l'ambassadeur qatari a souligné "la volonté de son pays d'aller de l'avant dans le renforcement des relations avec l'Algérie dans divers domaines, et de poursuivre la coordination et la concertation pour préparer des démarches pratiques à court terme, traduisant ainsi la ferme volonté des dirigeants des deux pays de bâtir une coopération durable et globale, à même de renforcer les liens historiques profonds unissant l'Algérie et le Qatar", conclut le communiqué.

APS

BOUIRA Des chantiers emblématique à M'Chedallah, Chorfa et Ath Mansour

Les communes de M'Chedallah, Chorfa et Ath Mansour vivent une phase d'accélération sans précédent de leurs projets de développement, portée par une dynamique nouvelle et une volonté claire des autorités locales de transformer durablement l'Est de la wilaya de Bouira.

La visite de la wali, Mme Houria Aggoune, a permis de mesurer l'ampleur des investissements engagés et la variété des secteurs concernés, des infrastructures sanitaires aux équipements sportifs, en passant par l'hydraulique, les routes et les logements.

À M'Chedallah, le chantier emblématique reste celui du nouvel hôpital de 120 lits, implanté à Bouaklane.

Ce projet, lancé en 2014 mais freiné à plusieurs reprises pour des raisons techniques et financières, connaît aujourd'hui une reprise effective, avec un taux d'avancement dépassant les 70 %.

Sur deux hectares, l'établissement comptera un bloc opératoire moderne, des services d'imagerie de pointe et un laboratoire performant pour un coût global estimé à 3,1 milliards de dinars.

La cheffe de l'exécutif a insisté auprès de l'entreprise de réalisation sur la nécessité d'accélérer la ca-



dence pour livrer l'hôpital en avril 2026.

Dans la même commune, un nouveau groupe administratif prend forme au centre-ville, préparant une modernisation de la gestion locale. La wali a également inauguré un terrain de proximité très attendu par les jeunes sportifs, tout en inspectant les 90 logements sociaux en cours de finalisation, dont l'avancement atteint 75 %. À Chorfa, les priorités portent à la fois sur la mobilité et les équipements. L'aménagement de la

RN 15 sur plus de 11 km vise à traiter plusieurs points de glissement qui menaçaient la sécurité routière, un projet financé à hauteur de 42 millions de dinars.

Un complexe sportif de proximité, longtemps gelé depuis son inscription initiale en 2014, est finalement relancé grâce à une enveloppe de 70 millions de dinars.

La commune bénéficie aussi de travaux d'embellissement urbain et de la construction de 24 logements publics locatifs.

L'hydraulique n'est pas en reste : à Choukra, la réalisation d'un réservoir de 500 m³ permettra de renforcer l'alimentation en eau potable dans une zone régulièrement confrontée à des perturbations estivales.

La tournée s'est achevée à Ath Mansour, où une stèle commémorative a été inaugurée à Adrar Zegane, en hommage aux martyrs tombés lors d'affrontements contre les forces coloniales.

Un geste symbolique fort pour une région attachée à sa mémoire et à son héritage.

Ces chantiers multiples illustrent une vision cohérente : rapprocher les services publics des habitants, moderniser les infrastructures et améliorer durablement le cadre de vie.

Une dynamique qui, si elle se poursuit au même rythme, pourrait profondément redessiner l'Est de Bouira dans les prochaines années.

R.L

DJANET Projet de transfert d'eau potable vers la région de Tassit

Le projet de transfert d'eau potable vers la région de Tassit, une opération structurante, est entré dans sa phase de concrétisation, dans le cadre de la stratégie nationale de renforcement de la sécurité hydrique et d'amélioration des conditions de vie dans les zones enclavées.

Le projet, lancé en début du mois d'octobre dernier par le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, devra satisfaire les besoins d'une population de 240 âmes de la région de Tassit, située à 240 km au Nord de Djinet et 120 km du chef-lieu de commune de Bordj El-Haouès.

Doté d'un financement de 546 millions DA, il porte sur la réalisation d'une canalisation de 70 km depuis la zone de captage de Dider vers celle de Tassit, en plus de l'équipement et l'électrification des stations de pompage et la réalisation de deux réservoirs, selon la fiche technique

du projet.

Le suivi de la concrétisation du projet a été confié à la direction de l'hydraulique de la wilaya de Djinet, après avoir été relevé de celle d'Illizi, en vue de permettre de superviser de près son exécution.

Selon l'hydrologue Saber Kouadri, le projet de transfert hydrique de Tassit s'inscrit dans le cadre d'une vision globale portant réalisation de grands transferts d'eau afin d'éliminer les disparités régionales et améliorer le cadre de vie des citoyens.

Il a ajouté que le débit des eaux souterraines de la région de Dider s'affiche à hauteur de 8 litres/seconde, requérant une bonne gestion de cette ressource vitale et la prise en compte de ses caractéristiques chimiques dans le choix des équipements à installer.

Le projet, a-t-il encore expliqué, bénéficiera aussi à la zone de Afdil,

qui accuse un déficit en eaux souterraines, et constituera un acquis pour l'amélioration du développement local et le cadre de vie des citoyens, en plus d'assurer leur fixation dans leurs régions.

Pour sa part, M. Omar Khemayes, membre du Conseil de la nation, a indiqué que ce projet, doté d'un financement public conséquent, vise à satisfaire les besoins de la population locale, notamment dans les zones reculées.

La décision du lancement de ce projet, lors de la dernière visite du ministre de l'Hydraulique dans la wilaya, a été favorablement accueilli aussi bien par la population que par les responsables locaux.

Sa concrétisation traduit l'engagement des pouvoirs publics à soutenir le développement local et renforcer la sécurité hydrique dans la wilaya de Djinet, a-t-il conclu.

BOUMERDES Plus de 2.200 hectares affectés à la céréaliculture

Une superficie de plus de 2.200 hectares a été réservée à la culture des céréales dans la wilaya de Bouverdes, soit près de 4% de la surface agricole utile (SAU), a-t-on appris, mercredi, de la direction locale des services agricoles (DSA).

Près de 1.600 hectares de cette superficie, ciblée par la campagne labours-semailles, sont réservés au blé dur, soit un taux de 80% de la superficie affectée à la céréaliculture, a indiqué le directeur du secteur, Boubekeur Ahmed Abdela-

tif. A cela s'ajoutent plus de 450 hectares consacrés au blé tendre, plus de 160 hectares à l'orge et 8 hectares à l'avoine.

Le responsable a précisé que plus de 600 hectares sont destinés à la production de semences céréalières, dont 450 hectares pour le blé dur et 170 hectares pour le blé tendre, soulignant que la wilaya est le principal fournisseur de semences pour les wilayas voisines.

Pour cette campagne, la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) a

mis à disposition plus de 14.000 quintaux de semences de blé dur, plus de 2.800 quintaux de semences de blé tendre et 80 quintaux d'orge. Les stocks d'engrais sont, quant à eux, estimés à près de 8000 quintaux, selon la même source.

Ces dernières années, les services agricoles de la wilaya œuvrent pour augmenter progressivement les superficies consacrées à l'intensification de la production de semences céréalières, afin de les porter à 3.000 hectares. Pour ce

faire, ils ont mis en place un système d'irrigation d'appoint et assurent un accompagnement technique aux agriculteurs à toutes les étapes de la culture et de la production.

Le coup d'envoi de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2025/2026 à Bouverdes, a été donné hier mardi, à partir de l'exploitation agricole "Ham-moudi Mohamed" de la commune de Khemis El Khechna, qui s'étend sur plus de 200 hectares dédiés à la céréaliculture.

TIZI-OUZOU Lancement prochain des travaux de réhabilitation du réseau AEP de Ouadhias

Les travaux de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) des grands centres urbains de la commune d'Ouadhias seront lancés incessamment, a-t-on appris mercredi auprès des services de la wilaya.

Le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, qui a effectué une visite de travail dans la localité fin novembre écoulé, a instruit les services concernés de lancer les travaux de réhabilitation et de mise à niveau du réseau d'AEP de la commune d'Ouadhias dans les meilleurs délais, selon la cellule de communication.

Le directeur de l'Hydraulique, Hadj Hamou, a informé le wali que toutes les mesures administratives concernant le lancement de ce projet intitulé "Réalisation et mise à niveau des réseaux de distribution à travers les chefs-lieux des grands centres urbains d'Ouadhias", ont été prises, a-t-on ajouté.

L'opération vise à pallier les dysfonctionnements et les fuites récurrentes d'eau qui occasionnent des perturbations dans l'AEP, notamment durant la période estivale.

Elle porte sur le renouvellement et la pose d'un linéaire total de 55.541 mètres linéaires de canalisations.

Ce linéaire est réparti sur trois lots couvrant la zone centre, la zone Sud-Est et la zone Sud-Ouest du chef-lieu de la commune.

Le wali a appelé à une mise en œuvre rapide du projet afin de stabiliser et d'améliorer durablement la distribution d'eau potable aux citoyens de la localité, a noté la cellule de communication.

SOUK AHRAS Des projets de développement pour améliorer le cadre de vie dans les communes de la daïra de Heddada

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans les communes de la daïra frontalière de Heddada (wilaya de Souk Ahras), pour améliorer le cadre de vie des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations, a-t-on appris mardi auprès du chef de cette daïra, Abdelouhab Aït Chaabane.

Les taux d'avancement de ces projets, retenus au titre des programmes d'appui au développement social et économique des communes, des budgets de wilaya et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, varient entre 40 et 90 %, a précisé à l'APS le même responsable.

La commune de Heddada a ainsi bénéficié de projets de réalisation d'un hôpital de 60 lits, d'approvisionnement en eau potable depuis la canalisation de transfert à Bir Houichi sur une distance de 16 km et de réhabilitation de la place publique du chef-lieu de la commune, selon la même source.

A Ouled Moumene, les travaux sont en cours pour réaliser les projets de 7 châteaux d'eau dont 6 d'une capacité de 35 m³ et un d'une capacité de 100 m³ alimentés depuis le château d'eau de mechta Ras El Kef sur une distance de 21 km outre l'entretien et l'ouverture de pistes, a-t-il ajouté.

Dans la commune de Khedara, des projets sont en cours pour la réalisation d'un château d'eau de 100 m³ alimenté à partir du château d'eau de mechta El Guenara ainsi que pour l'entretien de pistes sur 6 km afin de favoriser le désenclavement et le développement de la région, selon le même responsable.

APS

Sonatrach, pilier stratégique face aux turbulences mondiales de l'énergie

Dans un contexte énergétique mondial marqué par l'instabilité des prix, les tensions géopolitiques et un ralentissement notable de la demande, Sonatrach, la première entreprise africaine des hydrocarbures, a démontré en 2024 une résilience exceptionnelle, confirmant son rôle central dans la sécurité énergétique de l'Algérie et sa capacité à s'imposer comme un acteur incontournable sur la scène internationale.

Face à un environnement économique complexe, l'entreprise nationale des hydrocarbures a su maintenir ses équilibres financiers, renforcer ses capacités industrielles et étendre son influence sur le marché mondial, consolidant ainsi sa position stratégique tant sur le plan national qu'international.

Une production robuste et une industrie en pleine croissance

Malgré les pressions du marché mondial, Sonatrach a réussi à stabiliser sa production primaire à 193,7 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP), un niveau similaire à celui de l'année précédente, illustrant la solidité opérationnelle du groupe.

La production de gaz naturel a atteint 127,9 milliards de m³, tandis que le pétrole brut a totalisé 46,9 millions de TEP.

Les condensats et les GPL ont quant à eux respectivement représenté 9,1 et 9,7 millions de TEP, consolidant ainsi le profil diversifié des activités de l'entreprise.

L'année 2024 a été marquée par un dynamisme particulier dans l'amont pétrolier et gazier, avec 18 nouvelles découvertes réalisées en effort propre, représentant un potentiel prouvé et probable de 57,68 millions de TEP.

Ces résultats illustrent non seulement l'efficacité des programmes d'exploration de Sonatrach, mais aussi sa stratégie proactive de renouvellement des réserves et d'optimisation de sa production. Le secteur du raffinage a également connu une année notable. Le traitement de 26,5 millions de tonnes de pétrole brut, en hausse de 2 %, et une production globale des raffineries atteignant 30,4 millions de tonnes (+4 %) traduisent la montée en puissance du parc industriel national.

Les volumes record de carburants terrestres, avec 10,8 millions de tonnes de gasoil et 3,7 millions de tonnes d'essence, ont contribué à l'objectif stratégique de souveraineté énergétique et à la réduction des importations.

Sur le plan de la pétrochimie, Sonatrach a enregistré des performances impressionnantes. Le complexe CP2K de Skikda a vu sa production de polyéthylène haute densité (PEHD) bondir de 101 %, atteignant 34 198 tonnes. Le CP1Z d'Arzew, pour sa part, a produit 114 702 tonnes, soutenant la montée en puissance du segment chimique dans la valorisation des hydrocarbures. La logistique et le transport par canalisation n'ont pas été en reste, avec 157,8 millions de TEP évacués dans la partie nord du pays et 85,7 millions de TEP dans le sud, confirmant le rôle central de Sonatrach dans l'approvisionnement énergétique national et international.

Des investissements ambitieux malgré un contexte incertain

LOI DE FINANCES 2026

L'Algérie mise sur les grands investissements et la diversification économique pour consolider sa croissance

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2026 a été au cœur des débats, mardi soir, au Conseil de la Nation. Présenté par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, le texte révèle une ambition claire de l'État : orienter l'économie nationale vers un financement structurant, basé sur de grands investissements de développement, tout en consolidant les réformes économiques et en promouvant une diversification durable.

Lors de cette séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil de la Nation, et en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement, M. Bouzred a exposé les lignes directrices de cette loi de finances, adoptée en première lecture par l'Assemblée populaire nationale le 18 novembre dernier.

L'objectif annoncé est clair : renforcer la croissance économique, améliorer les mécanismes de financement et assurer l'efficacité de la gestion des ressources publiques.

Des investissements ciblés pour un développement structurant

Selon le ministre des Finances, la dette publique, estimée à près de 17 000 milliards de DA, est désormais orientée vers des investissements à rendement économique tangible. À titre d'exemple, 2 500 milliards de DA de cette dette ont été consacrés à des projets d'infrastructure stratégiques, tels que le renforcement du réseau électrique par Sonelgaz et la construction de stations de dessalement de l'eau de mer.

Ces investissements ont permis de soutenir le développement agricole et industriel, en particulier dans les wilayas du Sud, et d'ouvrir la voie à des projets longtemps retardés, comme le phosphate de l'Est du pays ou le complexe minier et ferroviaire de Gara Djebilet.

« Atteindre l'autosuffisance en produits agricoles constitue un objectif central », a souligné M. Bouzred. Pour ce faire, l'État mise sur des infrastructures adaptées et des conditions favorables aux investisseurs, notamment dans les régions stratégiques du Sud.

Le ministre a également rappelé que depuis 2020, plusieurs dossiers clés, comme l'équipement du secteur éducatif, ont été traités pour rattraper les retards accumulés par les politiques économiques antérieures, qui n'avaient pas suffisamment soutenu l'investissement productif.

Face aux défis mondiaux, Sonatrach n'a pas réduit la voilure. Au contraire, elle a poursuivi un programme d'investissement ambitieux en 2024, mobilisant 835 milliards de dinars (environ 6,23 milliards USD), soit une augmentation de 11 % par rapport à 2023. L'essentiel de cet effort, 79 %, a été consacré à l'amont, soit 662 milliards de dinars (4,94 milliards USD), pour le forage, le développement des gisements et les projets de maintien de la production, notamment les phases de boosting des champs stratégiques de Hassi R'mel et d'Alrar.

L'année a vu le forage de 59 nouveaux puits, dont 39 déjà livrés, et l'achèvement de 171 puits de développement, illustrant la volonté du groupe de sécuriser et de renouveler ses réserves.

Dans le secteur de la liquéfaction, la production de gaz naturel liquéfié (GNL) a atteint 25,1 millions m³, tandis que les complexes de séparation GP1Z et GP2Z ont généré 8,1 millions de tonnes de propane et butane, renforçant la valeur ajoutée des hydrocarbures algériens. Les performances commerciales ont également été remarquables.

Sonatrach a exporté 91,4 millions de TEP en 2024, dont 34,3 milliards de m³ de gaz naturel, 6,1 millions de tonnes de GPL, 14,3 millions de tonnes de produits raffinés et 25 millions de m³ de GNL. Ces exportations ont permis de générer un chiffre d'affaires global de 6 523 milliards de dinars, tandis que la fiscalité pétrolière versée à l'État a atteint 3 872 milliards de dinars (28,9 milliards USD).

Le résultat net s'est élevé à 812 milliards de dinars (6,05 milliards USD), démontrant la solidité financière de l'entreprise et sa capacité à résister aux fluctuations du marché.

Une diplomatie énergétique offensive et stratégique

L'expansion internationale de Sonatrach en 2024 traduit une stratégie clairement affirmée de sécurisation des marchés et de renforcement des partenariats. L'entreprise a signé plusieurs contrats techniques majeurs, notamment avec le consortium Baker Hughes / Nuovo Pignone International Srl & Tecimont S.p.A pour la Phase III – Étape 2 du boosting du champ de Hassi R'mel, l'un des plus grands gisements gaziers au monde.

Un accord similaire a été conclu avec la compagnie chinoise CPECC pour le développement du projet Boosting Alrar Phase III, visant à stabiliser la production de ce champ saharien stratégique.

La coopération internationale ne s'est pas limitée à l'aspect technique. Sonatrach a multiplié les protocoles d'accord dans l'amont, avec SINOPEC pour le périmètre de Hassi Berkane Nord, avec Eni et Equinor pour les régions d'In Salah et In Am-

nas, et avec TotalEnergies pour le potentiel du Nord-Est de Timimoun. Les majors américains, dont ExxonMobil et Chevron, ont également renoué avec l'Algérie à travers de nouveaux protocoles couvrant les bassins de l'Ahnet, du Gourara et de Berkine, confirmant l'attractivité renouvelée du pays pour l'investissement onshore. Sur le plan commercial, Sonatrach a consolidé sa présence sur le marché européen. Elle a signé un contrat de dix ans avec Grain LNG (Royaume-Uni) pour une capacité de régazéification de 3 millions de tonnes/an à partir de 2029, un accord de deux ans avec VNG (Allemagne), et a expédié sa première cargaison de GNL vers la Croatie depuis le complexe GL3Z.

Un accord-cadre a été conclu avec GEOPLIN (Slovénie) pour accroître les volumes transitant par le gazoduc Transmed, tandis qu'un contrat annuel a été signé avec CEZ (République tchèque), ouvrant un nouveau marché en Europe centrale.

Plusieurs ventes spot ont également été réalisées avec le trader Gunvor pour alimenter le marché italien. Ces démarches confirment le rôle stratégique de Sonatrach comme fournisseur fiable d'énergie pour l'Europe et acteur régional incontournable dans le commerce du gaz. La diversification des débouchés et la sécurisation des contrats à long terme traduisent une vision proactive face aux incertitudes du marché mondial.

Une stratégie globale axée sur la résilience et la durabilité

L'année 2024 a mis en évidence la capacité de Sonatrach à conjuguer performance industrielle, rigueur financière et diplomatie énergétique. Le groupe a non seulement su préserver sa production et ses exportations malgré un contexte mondial défavorable, mais il a également renforcé ses infrastructures, optimisé ses complexes de raffinage et de pétrochimie, et consolidé ses partenariats internationaux.

Cette approche intégrée, combinant développement interne et ouverture stratégique à l'international, illustre la vision à long terme de Sonatrach : assurer la sécurité énergétique de l'Algérie, soutenir l'économie nationale par des revenus substantiels, et s'imposer comme un acteur régional et mondial incontournable dans le secteur des hydrocarbures.

En dépit des défis géopolitiques et des fluctuations du marché mondial, Sonatrach a ainsi démontré que résilience, innovation et diplomatie énergétique peuvent se conjuguer pour maintenir la compétitivité et la stabilité d'une entreprise stratégique. L'année 2024 restera comme un jalon majeur dans l'histoire de la société, marquée par la consolidation de ses acquis et l'ouverture de nouvelles perspectives pour l'avenir énergétique du pays.

R. E.

Diversification économique et soutien aux secteurs hors hydrocarbures

Le projet de loi de finances 2026 prévoit un budget de dépenses de l'État s'élevant à 17 636,7 milliards de DA, tandis que les recettes budgétaires sont estimées à 8 009 milliards de DA, sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars et d'un prix de marché à 70 dollars.

Les recettes pétrolières devraient ainsi atteindre 2 697,9 milliards de DA. Le ministre a mis en avant la performance des secteurs hors hydrocarbures, en particulier l'agriculture, l'industrie et le bâtiment.

L'année dernière, l'industrie a enregistré une croissance de 6 %, contre seulement 0,3 % pour les hydrocarbures, démontrant la progression de la diversification économique. Les projections macroéconomiques sont également ambitieuses : le taux de croissance national devrait s'établir à 4,1 % en 2026, 4,4 % en 2027 et 4,5 % en 2028, avec une croissance hors hydrocarbures oscillant entre 6 et 7 %.

Parmi les mesures innovantes proposées, la LF 2026 intègre des dispositions pour renforcer la gestion des dépenses imprévues, permettant une intervention rapide en cas d'urgence sans recourir à une loi de finances complémentaire.

De même, le gouvernement pourra prélever une partie des bénéfices des entreprises publiques économiques (EPE) uniquement lorsqu'elles sont bénéficiaires et financièrement solides, conformément au code de commerce.

Numérisation et modernisation de l'administration

La modernisation numérique des administrations constitue un axe majeur de la loi de finances 2026. Le ministre a insisté sur les progrès réalisés dans les secteurs fiscaux, douaniers et du domaine national, où des systèmes numériques avancés seront généralisés d'ici la fin de l'année.

En 2026, le lancement du livret foncier électronique permettra une gestion plus fiable des dossiers cadastraux et immobiliers. Dans le secteur des impôts, un nouveau système de gestion des dossiers fiscaux pour 2,6 millions d'opérateurs réduira l'intervention humaine et renforcera la transparence.

Par ailleurs, un système informatique dédié au Trésor public est en cours de développement pour numériser l'ensemble des opérations financières, garantissant une meilleure maîtrise

budgétaire et un contrôle efficace des dépenses.

Réforme du commerce de troc et soutien aux projets locaux

M. Bouzred a également abordé le commerce de troc dans les wilayas du Sud, soulignant sa valeur économique et l'importance de réviser son cadre juridique. La loi sur les marchés publics spécifiques aux régions du Sud est en préparation, visant à lever les obstacles et à accélérer la réalisation des projets.

Le ministre a insisté sur le respect strict des délais locaux et l'efficacité des investissements publics.

Lutte contre l'économie informelle et amélioration du pouvoir d'achat

Le débat parlementaire a été animé par les préoccupations des élus sur l'économie parallèle et le pouvoir d'achat. Le rapport de la Commission des affaires économiques et financières a révélé que 34 % de la masse monétaire échappe au circuit officiel, posant un défi majeur à la régulation financière.

Les sénateurs ont questionné le ministre sur la réduction du déficit du Trésor, le recouvrement fiscal, l'emploi, et le soutien à l'investissement, en insistant sur l'amélioration concrète du niveau de vie des citoyens.

Sur le commerce extérieur, M. Bouzred a salué les mesures prises par le président de la République pour mieux maîtriser les importations et le marché des devises, tout en précisant que les frais d'expédition des produits importés resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025 afin de faciliter les opérations logistiques.

Quant à la question de l'importation des véhicules, les sénateurs ont appelé à une réévaluation des licences pour les véhicules de moins de cinq ans.

Soutien aux wilayas nouvelles et aux projets stratégiques

Le ministre a apporté des précisions sur le budget des onze nouvelles wilayas récemment créées. Ces entités, anciennement des wilayas déléguées, disposent désormais des ressources nécessaires pour fournir des services publics efficaces.

La numérisation des services clés, notamment dans les domaines des finances et du budget, sera étendue à ces wilayas pour améliorer la transparence et la rapidité des opérations administratives.

Fonds de régulation des recettes et gestion de la dette

M. Bouzred a également expliqué l'utilisation du Fonds de régulation des recettes (FRR), soulignant que ses ressources ont servi à couvrir les dépenses publiques et à rembourser la dette, réduisant ainsi le déficit budgétaire.

Selon lui, cette démarche s'inscrit dans une stratégie cohérente avec l'objectif initial du fonds : stabiliser l'économie et financer les investissements à rendement économique.

Perspectives et ambitions pour 2026

L'année 2026 sera ainsi marquée par la consolidation des grands projets d'infrastructure, le soutien à la diversification économique, l'autosuffisance alimentaire et la modernisation numérique des services publics.

Le projet de loi de finances prévoit également des transferts sociaux et des subventions pour soutenir le pouvoir d'achat, notamment dans les secteurs de l'éducation, des retraites et des produits de large consommation, avec un montant global de 6 005 milliards de dinars consacré aux dépenses de transfert.

M. Bouzred a insisté sur l'importance de maintenir la dynamique économique hors hydrocarbures, de valoriser les investissements productifs et de renforcer la régulation du marché financier, tout en assurant la continuité des services publics et l'efficacité des dépenses publiques. Les mesures adoptées visent non seulement à renforcer la performance économique, mais aussi à créer un environnement favorable aux investisseurs, en particulier dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des infrastructures. Le texte de loi de finances 2026 traduit une vision économique ambitieuse de l'État algérien, centrée sur la diversification, la modernisation et l'efficacité de la gestion financière.

En orientant la dette publique vers des investissements structurants, en soutenant les secteurs porteurs et en modernisant l'administration par la numérisation, le gouvernement entend renforcer la résilience de l'économie nationale et améliorer concrètement le niveau de vie des citoyens.

Le projet sera soumis au vote en séance plénière jeudi prochain, marquant ainsi une étape cruciale pour la mise en œuvre de cette politique économique ambitieuse, qui conjugue vision stratégique et réponse aux préoccupations quotidiennes des Algériens.

R. E.

L'Argentine conclut un accord énergétique majeur avec l'Allemagne pour la fourniture de GNL

L'Argentine franchit une étape décisive dans la valorisation internationale de ses ressources énergétiques.



Le consortium Southern Energy «réunissant la compagnie nationale YPF, Pan American Energy, Pampa Energia et plusieurs partenaires privés» a signé un accord préliminaire d'une portée stratégique avec la société allemande Sefo pour la fourniture de gaz naturel liquéfié (GNL) sur une durée de huit ans.

Selon le communiqué conjoint publié à Buenos Aires et à Berlin, jusqu'à deux millions de tonnes de GNL seront exportées chaque année vers l'Allemagne à partir de 2027.

Cet engagement, encore soumis à la finalisation d'un contrat d'achat définitif, représente l'une des plus importantes perspectives de revenus pour l'économie argentine depuis la relance de l'exploitation du gigantesque gisement de

Vaca Muerta. Horacio Marín, président d'YPF, s'est félicité d'un accord susceptible de générer près de 7 milliards de dollars de recettes, un chiffre qui témoigne de l'intérêt croissant des grandes économies européennes pour les sources alternatives de gaz depuis la recomposition géopolitique mondiale et la fragilisation des anciens circuits d'approvisionnement.

Cet accord intervient dans un contexte où l'Argentine cherche à s'imposer comme un acteur mondial du GNL.

En juin dernier, YPF avait également signé un accord-cadre de vingt ans avec la compagnie italienne ENI, confirmant l'attractivité à long terme du potentiel énergétique argentin.

Pour l'Allemagne, la signa-

ture avec Southern Energy renforce une stratégie énergétique axée sur la diversification des sources d'importation, après les secousses provoquées par la rupture de dépendance au gaz russe.

Le partenariat avec l'Argentine offre une garantie de stabilité dans un marché extrêmement volatil, tout en consolidant un pont énergétique entre l'Amérique latine et l'Europe.

Si les modalités finales restent à négocier, cet accord préfigure une transformation majeure du rôle de l'Argentine sur la scène énergétique internationale et constitue un signal fort envoyé aux investisseurs étrangers, confirmant la place du pays parmi les futurs fournisseurs stratégiques de GNL.

R. E.

Trump prépare une décision cruciale sur la future présidence de la Réserve fédérale

La Maison-Blanche s'apprête à vivre l'un des choix économiques les plus décisifs de l'ère Trump. Mardi, le président américain a indiqué qu'il dévoilerait «probablement en début d'année prochaine» l'identité de la personnalité qu'il souhaite placer à la tête de la Réserve fédérale (Fed), marquant ainsi un nouveau report dans ce processus stratégique.

L'annonce devrait intervenir au tout début de 2026, selon les déclarations du chef de l'État lors d'un conseil des ministres.

Depuis plusieurs mois, l'exécutif examine une liste restreinte de profils capables de succéder à Jerome Powell, dont le mandat arrive à échéance dans un contexte de pressions politiques, de tensions inflationnistes et d'une économie américaine en transition.

Donald Trump a rappelé qu'il avait proposé le poste à son secrétaire au Trésor, Scott Bessent, qui a refusé d'y donner suite.

Ce refus a ainsi relancé les spéculations au sein du Parti républicain, qui détient la majorité au Sénat et aura le dernier mot sur la confirmation du futur président de la Fed.

Les signaux contradictoires émanant de la Maison-Blanche ont entretenu un climat d'incertitude ces dernières semaines.

Le secrétaire Bessent affirmait encore récemment sur CNBC qu'une annonce interviendrait avant la fin de l'année. Dimanche, Donald Trump assurait savoir «exactement» qui il désignerait, sans révéler son choix.

Mardi, il confiait que «dix candidats avaient été étudiés» et qu'«un seul» demurerait en lice, tout en laissant filtrer le nom de Kevin Hassett, son conseiller économique, considéré aujourd'hui comme le favori. La désignation du président de la Fed, institution chargée de fixer la politique monétaire, reste l'un des leviers les plus puissants dont dispose un président américain pour orienter l'économie nationale.

Ce rendez-vous reporté au début de 2026 s'annonce déterminant pour les marchés financiers, les investisseurs et l'ensemble du tissu économique américain, qui scrutent avec attention la prochaine orientation de la banque centrale des États-Unis.

R. E.

L'industrie allemande sonne l'alarme face à une crise économique sans précédent

Berlin fait face à un constat d'une sévérité rare : l'économie allemande traverse, selon la principale fédération industrielle du pays, «la crise la plus profonde» de l'après-guerre.

Le diagnostic, publié mardi par la Fédération des industries allemandes (BDI), sonne comme un véritable avertissement au gouvernement du chancelier Friedrich Merz, accusé d'immobilisme dans un contexte de déclin industriel persistant.

Pour la quatrième année consécutive, la production industrielle enregistre un recul, tandis que le produit intérieur brut devrait difficilement éviter une nouvelle stagnation en 2025 après deux années de récession.

Le gouvernement de coalition menée par Merz «conservateurs et sociaux-démocrates» peine à instaurer la confiance nécessaire pour relancer l'investissement et enrayer la chute de compétitivité de la première économie européenne. Peter Leibinger, président du BDI, n'a pas mâché ses mots. Il dénonce une économie «en chute libre» et un gouvernement qui «ne réagit pas avec la détermination nécessaire».

Le communiqué de la fédération prend même un ton exceptionnellement alarmiste : la production industrielle devrait reculer de 2 % cette année, confirmant un «décrochage structurel» plutôt qu'un simple ralentissement conjoncturel.

À cela s'ajoute le contexte politique fragile, marqué par une montée de l'extrême droite lors des dernières élections législatives et une coalition jugée impopulaire par une partie du patronat.

Face à ces difficultés, la BDI appelle à un profond «tournant dans la politique économique», avec des mesures claires en faveur de la croissance, de la compétitivité et de la capacité d'innovation. L'Allemagne, longtemps moteur industriel de l'Europe, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. La pression du monde économique sur le gouvernement Merz s'intensifie, alors que les entreprises réclament des réformes de fond pour éviter une dégradation durable de leur appareil productif.

R. E.

MONNAIES La livre sterling s'apprécie face au dollar et à l'euro

La livre sterling grimpeait mercredi face aux autres monnaies, aidée par une activité dans les services au Royaume-Uni plus forte que prévu le mois dernier.

Vers midi, la devise britannique gagnait 0,52% par rapport au billet vert, à 1,3282 dollar pour une livre, et s'appréciait de 0,20% par rapport la monnaie unique européenne, à 87,80 pence pour un euro.

L'activité dans le secteur des services a accéléré en novembre au Royaume-Uni, selon l'indice PMI publié mercredi par S&P Global, qui a été révisé à 51,3, au-dessus du chiffre de 50,5 escompté par les analystes selon Bloomberg.

Les analystes s'attendent cependant à ce que la Banque d'Angleterre réduise son taux directeur ce mois-ci, en raison d'un marché du travail en ralentissement.

Selon eux, le budget de l'Etat annoncé la semaine dernière a été globalement bien accueilli par les marchés, réduisant ainsi la prime de risque sur la devise.

Le texte a confirmé la politique de discipline fiscale du gouvernement travailliste, sans que les nouvelles taxes annoncées ne suscitent d'inquiétudes outre-mesure pour la santé économique du pays.

En parallèle, le dollar perdait 0,31% contre l'euro, à 1,1661 dollar. L'argent refluit de son côté de 0,71%, après avoir marqué un nouveau record mercredi à 58,9471 dollar l'once (31,1 g), dépassant celui qu'il avait atteint lundi.

APS

San Francisco attaque les géants des produits ultratransformés pour crise sanitaire

Dans une initiative judiciaire inédite aux États-Unis, San Francisco a décidé de poursuivre une dizaine de multinationales de l'agro-alimentaire, accusées d'avoir contribué à une «crise de santé publique» d'une ampleur sans précédent.

L'action vise notamment les fabricants de sodas, de chips, de céréales pour enfants ou de plats préparés, dont les produits ultratransformés dominent largement les rayons des supermarchés américains.

Cette décision marque un tournant politique et sanitaire. Selon le procureur de la ville, David Chiu, ces entreprises «ont créé une crise de santé publique» en concevant et en commercialisant des aliments bourrés d'additifs «colorants, édulcorants, émulsifiants» destinés à améliorer goût, texture ou conservation, mais ayant des conséquences délétères sur la santé des consommateurs.

«Elles en ont tiré d'immenses profits, et doivent désormais rendre des

comptes», affirme-t-il. Les chiffres avancés dans la plainte sont frappants : plus de 70% des produits disponibles en supermarché seraient ultratransformés, et ces derniers représenteraient plus de la moitié du régime alimentaire des Américains.

Une omniprésence qui s'accompagne d'une explosion des cas d'obésité, de diabète, de maladies cardiaques et d'autres pathologies chroniques. Environ 40% des adultes américains souffrent d'obésité et 16% de diabète, selon

les données officielles. San Francisco réclame des dommages et intérêts, dont le montant n'a pas été rendu public, afin de compenser les dépenses de santé supportées par la collectivité.

L'action pourrait ouvrir la voie à d'autres villes ou États cherchant à faire évoluer la régulation de l'industrie agro-alimentaire, dans un pays où le coût des maladies chroniques pèse lourdement sur les systèmes de santé locaux.

R. E.

CONSTANTINE

Les résidences universitaires : une commission d'enquête exigée face aux dysfonctionnements

La question de l'hébergement étudiant à Constantine refait surface avec une intensité inédite, suscitant une alerte au sein de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Lors de sa dernière session, les élus ont tiré la sonnette d'alarme sur une gestion problématique des résidences universitaires, mettant en lumière des irrégularités et une mauvaise répartition des étudiants qui compromettent l'efficacité du dispositif d'accueil.

Malgré les multiples directives du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la situation semble loin d'être réglée, obligeant les autorités locales à réclamer une commission d'enquête pour rétablir la transparence et récupérer plusieurs structures fermées, dont Zougah Slimane-2.

Selon le rapport présenté par la commission de l'enseignement supérieur lors de cette session, plusieurs dysfonctionnements ont été observés.

La mauvaise répartition des étudiants, l'inexploitation de certaines infrastructures et des dépenses jugées injustifiées figurent parmi les constats principaux.

Les élus ont souligné que le problème ne réside plus dans la capacité d'accueil, mais dans la fermeture prolongée de huit résidences, dont quatre sont totalement non opérationnelles.

Certaines structures, comme Zougah-1, disposent de superficies importantes restées inutilisées, tandis que d'autres, telles que Aïcha Oum El Mouminine, ont reçu des budgets conséquents sans que leur réouverture n'ait amélioré les conditions d'hébergement.

Ces constats ont interpellé le chef de l'exécutif de la wilaya, qui a rappelé que Constantine dispose d'un excédent de plus de 20 000 lits, alors que des dysfonctionnements structurels persistent.

Le rapport des élus met également en lumière la nomination de directeurs et de personnels dans des résidences fermées depuis plusieurs années, ainsi qu'un déséquilibre frappant entre le nombre d'agents et celui des résidents.

Dans certaines directions, le nombre de travailleurs se rapproche de celui des étudiants hébergés, ce qui traduit une mauvaise allocation des ressources et un gaspillage manifeste.

La commission a insisté sur l'importance de prendre rapidement des décisions concernant les infrastructures définitivement inutilisables, d'autant que ces résidences occupent des terrains stratégiques dans une ville où le foncier est rare



et précieux. Face à cette situation, le wali de Constantine, Abdelkhalak Sayouda, a annoncé la récupération officielle des résidences El Firma et Mentouri et la saisine du ministère de l'Enseignement supérieur pour dépêcher une inspection sur le terrain.

Le wali a également critiqué l'ouverture non autorisée de l'établissement Aïcha, encore non réceptionné, et dénoncé des situations inadmissibles, telles que la présence d'un

fournisseur hébergé dans une résidence fermée ou le maintien d'étudiants dans des salles improvisées, malgré un excédent de plus de 40 000 places pédagogiques disponibles dans la wilaya.

Selon lui, une réorganisation complète du dispositif d'hébergement et une utilisation rationnelle du patrimoine universitaire sont indispensables pour mettre fin à ce gaspillage devenu systémique.

Cette troisième session de

l'APW a ainsi consacré une large partie de ses débats à la gestion des résidences universitaires, révélant une problématique persistante qui exige des mesures concrètes et immédiates.

La mise en place d'une commission d'enquête pourrait permettre de clarifier les responsabilités, de rétablir l'efficacité du dispositif et de garantir aux étudiants un cadre d'accueil digne et fonctionnel.

R.L

TIARET

Une caravane pour construire une culture de prévention durable

Une vaste campagne de sensibilisation à la prévention du sida a été lancée à Tiaret, mobilisant une pluralité d'acteurs culturels, sociaux, médicaux et institutionnels.

Cette caravane, pilotée par la direction de la Culture et des Arts, se veut un outil d'éducation sanitaire mais aussi un levier de lutte contre les préjugés et la stigmatisation.

Pour la directrice de la Culture, Bachir Mama, l'approche est claire : la culture et les arts peuvent jouer un rôle déterminant dans la diffusion de messages de santé publique.

Théâtre, littérature, expositions et animations artistiques accompagneront ainsi les actions d'information tout au long du mois de décembre.

Les équipes se

déplaceront dans les structures relevant du tourisme, de l'artisanat, de l'université, de l'action sociale, ainsi que dans divers établissements culturels.

Le directeur de l'Action sociale, Ramzi Tiouri, rappelle que cette initiative a vocation à atteindre l'ensemble des catégories vulnérables, notamment les personnes âgées, les mineurs délinquants et les enfants assistés.

Des analyses médicales régulières seront proposées pour renforcer les mécanismes de protection contre les maladies transmissibles.

La cheffe de service du centre de dépistage volontaire, Amina Belabbas, a insisté sur la confidentialité et l'importance d'un accompagnement respectueux pour encourager les



citoyens à se faire dépister.

Elle a alerté sur l'augmentation du nombre de cas enregistrés chaque année, plaidant pour une intensification des campagnes de prévention.

En parallèle, les œuvres universitaires ont annoncé une campagne de deux semaines dans les résidences du chef-lieu de wilaya, impliquant médecins, imams et spécialistes. Objectif :

fournir aux étudiants une information scientifique fiable sur la maladie, ses modes de transmission et les moyens de vivre avec.

Tiaret fait ainsi le choix d'un discours décomplexé, dédramatisé et inclusif, misant sur la pédagogie et l'ouverture pour faire reculer durablement les tabous et renforcer la solidarité autour des personnes touchées.

R.L

ZAKAT

Signature d'une convention de coopération entre l'ONWZ et Algérie Poste



Une convention-cadre a été signée, hier mercredi, entre l'Office national des Wakfs et de la Zakat (ONWZ) et l'entreprise Algérie Poste (AP), s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la coopération conjointe entre les deux parties, indique un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

La convention vise à "soutenir et développer les services de paiement électronique des droits de la Zakat, en permettant aux citoyens de s'acquitter de leur zakat avec facilité et en toute sécurité, via l'application +Baridi Mob+ et les plateformes numériques de l'Office, en sus de garantir le transfert et la distribution des différents envois postaux de l'Office à travers le réseau d'Algérie Poste", précise la même source.

Ce partenariat tend à "renforcer la complémentarité entre les deux parties, à simplifier les procédures et à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens, afin de consolider l'orientation nationale vers la numérisation du service public et le développement du système de paiement électronique", selon la même source.

APS

CHILI

Le Chili franchit une étape clé en interdisant les smartphones dans les écoles

Le Parlement chilien a adopté une loi majeure encadrant l'usage des téléphones portables dans les établissements scolaires, une initiative qui place le pays parmi les États les plus stricts d'Amérique latine en matière de régulation numérique.

Cette interdiction, approuvée mardi à une large majorité, concerne l'ensemble des écoles primaires et secondaires, qu'elles soient publiques ou privées. Le projet, soutenu par le président Gabriel Boric, sera promulgué prochainement et entrera en application en mars. La nouvelle réglementation bannit l'utilisation des smartphones dans l'enceinte scolaire, tout en laissant à chaque établissement la responsabilité d'élaborer un règlement interne précisant les modalités d'application.

Pour les autorités chiliennes, l'usage incontrôlé du téléphone en classe constitue l'un des obstacles majeurs au bon déroulement des apprentissages.

Le ministre de l'Éducation, Nicolas Cataldo, a dénoncé « un fléau hors de contrôle » et



une « pandémie qui affecte nos enfants », rappelant que la dépendance numérique gagne du terrain parmi les élèves. L'un des auteurs de la loi, le député Diego Schalper, a lui aussi souligné les dangers de l'hyperconnexion des jeunes, qui «

nuit au processus pédagogique ».

Ce vote intervient alors que plusieurs pays renforcent leur politique de régulation numérique en milieu scolaire, face à des inquiétudes croissantes liées à la distraction, aux risques psychologiques et

à la surexposition aux écrans.

Avec cette loi, le Chili espère restaurer un environnement d'apprentissage plus sain, plus concentré et plus équitable pour les élèves de tous âges.

R.I

ÉTATS-UNIS

Les intempéries touchent 72 millions de personnes

Quelque 72 millions de personnes ont été affectées par les intempéries qui frappent le nord-ouest et une partie de la côte atlantique des États-Unis, soit presque un quart de la population, selon le Service météorologique national (NWS). La tempête de neige et la pluie verglaçante ont conduit le gouverneur du New Jersey, Phil Murphy, à déclarer l'état d'urgence dans certaines zones. Des avis de tempête ont également été émis dans le Vermont, le Massachusetts, le Maine et le New Hampshire.

Dans le Missouri, les écoles ont été fermées, tandis qu'au Kansas et au Missouri les précipitations ont provoqué de nombreux accidents de la route.

Les conditions devraient se dégrader dans les deux prochains jours, avec une intensification des chutes de neige susceptible d'aggraver les perturbations du trafic aérien.

Durant le week-end déjà, les premières fortes chutes de neige ont entraîné l'annulation d'environ 3.000 vols et le retard de plus de 21.000 autres à travers le pays. Les aéroports de Boston, Détroit, Minneapolis, New York et Chicago ont été les plus touchés. Mardi matin, selon le portail spécialisé FlightAware, plus de 500 vols étaient déjà annulés ou retardés dans cette partie des États-Unis.

APS

MALAISIE

La Malaisie relance les recherches du vol MH370, onze ans après sa disparition

Plus de onze ans après la disparition du vol MH370, la Malaisie s'apprête à relancer l'une des enquêtes les plus mystérieuses de l'histoire de l'aviation civile.

Le ministère malaisien des Transports a annoncé mercredi que les opérations de recherche reprendront le 30 décembre 2025, grâce à un partenariat renouvelé avec la société britannique Océan Infinity. Le Boeing 777 de Malaysia Airlines, transportant 239 personnes, avait disparu le 8 mars 2014 alors qu'il reliait Kuala Lumpur à Pékin.

Depuis, de vastes zones de l'océan Indien ont été explorées sans succès, dans ce qui demeure l'un des plus grands efforts de recherche jamais entrepris. Malgré des années d'opérations menées notamment par l'Australie, puis par Océan Infinity en



2018, l'appareil n'a jamais été localisé. La reprise des recherches s'effec-

tuera dans une zone ciblée considérée comme offrant « la plus forte probabi-

lité » de retrouver l'épave.

Océan Infinity, spécialisée dans l'exploration en eaux profondes, va mobiliser ses technologies les plus avancées pour tenter de résoudre une énigme qui continue de susciter une profonde émotion parmi les familles des victimes et à travers le monde.

Les investigations avaient temporairement été suspendues en avril, en raison de conditions météorologiques défavorables.

Leur relance en décembre témoigne de la volonté des autorités malaisiennes d'apporter enfin des réponses à une tragédie qui, onze ans après les faits, demeure l'un des plus grands mystères de l'aviation moderne. Les prochains mois seront déterminants pour espérer lever le voile sur le destin du vol MH370.

R.I

DRAME EN RDC

Quatre élèves foudroyés en pleine classe à Masi-Manimba

Un drame d'une rare brutalité a frappé mardi une école primaire du territoire de Masi-Manimba, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo, où quatre élèves ont perdu la vie après qu'une décharge de foudre s'est abattue directement sur une salle de classe.

L'accident, survenu en pleine matinée alors que les cours se déroulaient normalement, a également blessé plusieurs autres enfants et choqué profondément la communauté locale.

Selon les autorités administratives, trois élèves ont été brûlés et cinq autres personnes — dont une enseignante et un agent administratif — ont perdu connaissance sous l'effet de la décharge.

Tous ont été immédiatement transportés à l'hôpital général de Masi-Manimba, où ils ont reçu une prise en charge d'urgence.

Les dépouilles des quatre élèves décédés ont également été transférées à la morgue du même établissement.

L'administrateur du territoire, Emery Kanguma, a confirmé que la foudre s'était abattue de manière soudaine alors que la pluie n'était pas particulièrement intense, un phénomène qui a déconcerté les habitants et ravivé certaines croyances locales associant souvent la foudre à des superstitions.

Il a qualifié l'incident de catastrophe naturelle, tout en saluant la mobilisation rapide des services médicaux et des autorités locales.

D'après les premiers constats, aucun dégât matériel n'a été enregistré dans l'établissement scolaire « Canon », situé le long de la Route nationale n°1, à environ 400 kilomètres de Kinshasa.

Toutefois, l'impact humain demeure considérable pour une région où les moyens de protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes restent limités.

Le ministère de l'Éducation nationale a

publié un communiqué exprimant sa profonde affliction et présentant ses condoléances aux familles endeuillées.

Une cellule de crise a été immédiatement activée pour coordonner les actions de soutien, assurer un accompagnement psychosocial aux familles et superviser la prise en charge des blessés.

Les autorités ont également annoncé l'ouverture d'une enquête technique afin de mieux comprendre les circonstances exactes du drame et d'évaluer les dispositifs de sécurité des établissements scolaires face aux aléas climatiques.

En RDC, les cas de foudre sont relativement fréquents et provoquent régulièrement des accidents mortels, notamment durant la saison des pluies.

Certaines régions enregistrent chaque année des dizaines de décharges électriques, alimentant des croyances locales parfois tenaces.

Les experts soulignent la nécessité de

renforcer les infrastructures scolaires, d'installer davantage de paratonnerres et de sensibiliser la population aux comportements de prévention.

Ce drame renvoie également à des précédents qui ont marqué la mémoire collective.

L'un des plus traumatisants reste celui d'octobre 1998, lorsqu'un éclair avait frappé un terrain de football dans la province du Kasai-Oriental, causant la mort de onze joueurs d'une même équipe et blessant plusieurs spectateurs.

À Masi-Manimba, l'émotion demeure vive.

Les familles endeuillées, soutenues par les autorités, tentent de faire face à cette immense tragédie qui rappelle la vulnérabilité des infrastructures scolaires et l'urgence de renforcer les dispositifs de protection face aux phénomènes météorologiques imprévisibles.

R.I

ALGER

Deux salons médicaux à Alger pour propulser l'innovation et la collaboration professionnelle



Alger accueille, du 3 au 6 décembre 2025, deux salons majeurs dédiés au secteur médical, confirmant la place de la capitale comme hub incontournable pour l'innovation et l'expertise dans le domaine de la santé.

La quatrième édition de « Health-care » et la deuxième édition de « Adex » sont organisées simultanément au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex) par la société « ZK Event », spécialisée dans les événements professionnels.

« Health-care » s'affirme comme le rendez-vous phare de l'écosystème santé en Algérie, dédié aux technologies médicales et aux échanges professionnels.

Il offre aux participants la possibilité de découvrir les dernières innovations, d'établir des partenariats stratégiques et d'approfondir leurs connaissances dans des domaines variés tels que l'urgence, l'imagerie médicale, la neurochirurgie et la pneumologie. La dimension scientifique de l'événement, avec ses conférences et ateliers animés par des experts internationaux, en fait un lieu d'apprentissage et de réflexion indispensable pour les professionnels.

De son côté, « Adex », salon spécialisé dans le secteur dentaire, s'impose comme une plateforme stratégique pour les fabricants, distributeurs, cliniques, laboratoires et experts du domaine.

L'événement permet de rencontrer des acteurs nationaux et internationaux, de nouer des partenariats, d'échanger sur les pratiques et technologies innovantes, et d'anticiper les futurs enjeux du secteur.

Selon Ziad Mohammed Ziad, directeur de « ZK Event », l'objectif est clair : fournir une expérience immersive et riche, combinant business, innovation et partage de connaissances.

La manifestation attire non seulement les professionnels et entreprises, mais également les décideurs politiques, les investisseurs et les chercheurs, consolidant ainsi la position de l'Algérie dans le panorama international des salons médicaux.

Ces deux événements, conjoints et complémentaires, incarnent la volonté du pays de renforcer son tissu professionnel, de stimuler l'innovation et de créer un cadre de collaboration durable entre acteurs locaux et étrangers.

Pour les participants, c'est l'occasion de se projeter dans l'avenir de la santé et de découvrir les outils qui transformeront durablement la pratique médicale dans le pays.

R. N.

ORAN

Le VIH en hausse alarmante « une campagne d'urgence pour stopper la contagion »

Oran traverse une alerte sanitaire majeure. Depuis janvier, 580 nouvelles infections au VIH ont été enregistrées, un chiffre qui frôle déjà le total de l'année 2024, où plus de 600 cas avaient été comptabilisés.



Face à cette progression inquiétante, l'Établissement hospitalier Mohamed-Balaska, implanté à Nedjma (ex-Chtaïbo), a décidé de frapper fort en lançant une campagne de dépistage et de sensibilisation d'une ampleur inédite, étalée sur trois semaines, visant à toucher l'ensemble de la population.

Au cœur de cette initiative, le dépistage rapide constitue la pierre angulaire. Un pavillon spécialement aménagé à l'entrée de l'hôpital accueille désormais visiteurs, patients et accompagnateurs. Il offre un accès direct aux tests, à des notices explicatives et à des conseils personnalisés délivrés par une équipe médicale et paramédicale entièrement mobilisée. L'objectif est double : identifier les cas de contamination silencieuse et renforcer la compréhension des risques liés au virus, afin de casser la chaîne de transmission. Pour la professeure Moufek, coordinatrice de l'opération, cette recrudescence des infections est un signal d'alerte majeur.

« Le virus circule toujours activement. La prévention doit être intensifiée et les citoyens informés », insiste-t-elle. Un des axes stratégiques de la campagne concerne les femmes enceintes, dans le cadre de la lutte

contre la transmission mère-enfant.

Sans prise en charge, le risque de transmission atteint 25 %, mais grâce à un suivi médical rigoureux et à un diagnostic précoce, ce taux peut être réduit à moins de 1 %. Preuve de l'efficacité du protocole : les 65 femmes enceintes suivies cette année ont toutes donné naissance à des enfants exempts du virus.

La campagne dépasse le cadre hospitalier. Elle s'étend aux résidences universitaires, aux centres de formation, aux lieux publics fréquentés et au complexe religieux Abdelhamid Ben Badis, dans le but de toucher particulièrement les jeunes adultes, souvent plus exposés.

L'opération repose sur une mobilisation collective impliquant la société civile, les enseignants et les représentants de la direction des affaires religieuses et des wakfs, qui contribuent à diffuser largement les messages de prévention.

Un volet essentiel de formation accompagne cette démarche. Le personnel médical et paramédical bénéficie de sessions pédagogiques sur les modes de transmission, les stratégies de prévention modernisées, l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH et

la sécurité des soins. Cette montée en compétences s'inscrit dans la stratégie nationale de lutte contre le sida, fondée sur la prévention, l'éducation sanitaire et le dépistage précoce comme armes essentielles pour freiner la propagation du virus.

Les autorités sanitaires d'Oran espèrent ainsi inverser la courbe des nouvelles infections et instaurer une véritable culture du dépistage dans la population. « Seule une action continue, soutenue et structurée permettra de freiner durablement la progression du VIH », affirme la professeure Moufek.

À travers cette mobilisation d'envergure, l'hôpital Mohamed-Balaska répond à l'urgence sanitaire et montre la voie d'une lutte coordonnée et efficace.

En combinant accessibilité aux tests, sensibilisation intensive, formation continue et partenariat avec la société civile, l'établissement œuvre pour réduire l'impact du VIH sur la population oranaise et protéger durablement la santé de ses citoyens. Dans une ville où le virus circule toujours activement, cette initiative constitue un véritable signal d'alerte et un appel à la vigilance pour tous.

R. L.

TIARET

Lancement des travaux de réalisation d'un Centre intermédiaire de traitement de la toxicomanie

Les travaux de réalisation d'un Centre intermédiaire de soins en addictologie ont été lancés, récemment dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP).

Le chef du service de la Planification et des Moyens, Yacine Bouabdelli, a expliqué que cette structure sanitaire non hospitalière, dont la réalisation coûtera 80 millions DA dans le cadre du programme sectoriel, sera prête dans un délai de huit mois.

Ce Centre, en cours de réalisation, comprendra plusieurs salles réparties entre celles dédiées à l'accueil, à l'examen médical, à l'écoute et à la consultation, à la rééducation, au traitement



psychologique, ainsi qu'un laboratoire, en plus d'espaces verts, a-t-on indiqué

de même source. Il permettra la prise en charge des personnes dépendantes aux

drogues souhaitant bénéficier d'un traitement, lesquelles seront orientées par des psychologues spécialisés, a-t-on ajouté.

À titre de rappel, les établissements publics de santé de proximité de Tiaret, Rahouia, Aïn-El-Hadid, Aïn-Dheeb et Aïn-Kermes disposent de services de prise en charge psychologique des personnes dépendantes.

Leur rôle sera renforcé après l'entrée en activité de ce nouveau Centre, qui recevra les cas orientés pour bénéficier d'un suivi psychologique approfondi, ainsi qu'un traitement assuré par des psychiatres, selon la situation, a précisé M. Bouabdelli.

APS

JOURNÉE MONDIALE DES PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Une rencontre de sensibilisation sur la spina bifida au CHU d'Oran

Le service de Neurochirurgie du CHU d'Oran a organisé, mercredi, une rencontre de sensibilisation consacrée à la spina bifida, pour rappeler l'importance de la prévention de cette malformation congénitale, qui engendre des handicaps très lourds.



Cette rencontre, qui a réuni un nombre important de cadres et de professionnels de la santé, a été présidée par le Directeur général du CHU d'Oran, Madjid Achouri qui a insisté dans son allocution sur la nécessité de poursuivre les efforts visant à renforcer la sensibilisation autour des pathologies congénitales, dont la spina bifida, et à améliorer les conditions d'accueil et de soins conformément aux orientations nationales en matière de qualité des prestations de santé.

La rencontre a été marquée par plusieurs interventions de spécialistes du CHU d'Oran, dont le Pr Daoud Souad,

chef du Service de Neurochirurgie, qui a mis l'accent sur l'importance capitale de la prévention, rappelant que la prise quotidienne d'acide folique (vitamine B9) avant la grossesse et durant les premières semaines de gestation permet de réduire de manière significative le risque d'apparition de cette malformation. Elle a insisté, à cette occasion, sur la nécessité de renforcer les campagnes d'information destinées aux femmes en âge de procréer, d'intégrer davantage la supplémentation en acide folique dans les consultations prénatales et d'encourager un suivi médical régulier des grossesses pour détecter précocement toute

anomalie du développement fœtal. Les spécialistes présents ont rappelé que la spina bifida constitue l'une des malformations congénitales les plus fréquentes du tube neural, pouvant entraîner des complications sévères telles que des troubles moteurs, des déficiences sensorielles ou encore des problèmes urologiques et orthopédiques.

Ils ont souligné que la prise en charge de ces enfants qui nécessite un suivi multidisciplinaire très lourd impliquant neurochirurgiens, pédiatres, kinésithérapeutes et spécialistes en rééducation fonctionnelle, ne fait qu'améliorer leur autonomie et leur qualité de vie.

Boussaâda : Inauguration d'une annexe du Centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux à Sidi Ameur

Une annexe du Centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux a été inaugurée mardi dans la commune de Sidi Ameur, dans la wilaya de Boussaâda.

L'opération présidée par le wali délégué de Boussaâda, Attal Amrani, s'inscrit dans le cadre du programme de wilaya de célébration de la Journée mondiale des personnes à besoins spécifiques (3 décembre), a indiqué à l'APS le

directeur délégué de l'action sociale, Merouane Lahouibi.

L'annexe qui relève du Centre psychopédagogique des enfants déficients mentaux de Boussaâda dispose d'une capacité d'accueil optimale de 60 places pédagogiques, selon la même source qui a relevé que cet établissement accueillera les enfants déficients mentaux âgés entre 6 et 18 ans pour les aider à développer leurs aptitudes mentales et motrices

et acquérir des compétences pratiques dans les divers domaines de la vie quotidienne. L'annexe ouvrera aussi à favoriser leur épanouissement psychologique et sensoriel et leur compétence linguistique pour parvenir à l'autonomie puis à l'insertion sociale, a-t-il ajouté. M. Attal a mis l'accent sur l'intérêt à accorder pour cette catégorie et à appelé à mobiliser tous les moyens pour atteindre les objectifs attendus de cette annexe.

Diverses activités et remise d'équipements aux personnes aux besoins spécifiques dans le Sud



Diverses manifestations, notamment des cérémonies de remise d'équipements et d'appareillages pour personnes aux besoins spécifiques, ont marqué la célébration, mercredi dans les wilayas du sud du pays, de la Journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques.

Dans les wilayas d'Ouargla, El-Meghaier et Ghardaïa, ces activités ont donné lieu, avec la participation d'associations et établissements concernés, à l'animation d'activités culturelles et la mise sur pied d'expositions mettant en valeur les productions et créations réalisées par les pensionnaires des établissements psychopédagogiques spécialisés.

La journée a été mise à profit pour remettre des équipements, appareillages et accessoires, des fauteuils-roulants, des tricycles et des articles de couchage, aux personnes aux besoins spécifiques.

Dans la wilaya d'In-Salah, il a été procédé à l'ouverture, au niveau de la maison de jeunes "Ben-Ababa Sidi-Ababa", d'une classe pédagogique pour une quinzaine de non-voyants, leur inculquant l'utilisation du support didactique spécifique en braille.

A Timimoun, il est fait état de la mise en service du Centre de réadaptation des enfants hémiparétiques, relevant de l'association caritative El-Belsem, composé notamment de pavillons et de salles spéciales pour réadaptation et orthophonie.

Selon sa présidente, l'association s'emploie à assurer une bonne prise en charge à près de 150 handicapés moteurs issus de différentes communes de la wilaya.

SANTÉ - INTERNATIONAL

GAZA

L'urgence sanitaire devient insoutenable : des dizaines de milliers de patients attendent toujours une évacuation

La situation sanitaire à Gaza atteint un niveau d'urgence dramatique, alors que des dizaines de milliers de Palestiniens gravement malades ou blessés demeurent en attente d'une évacuation médicale vers l'étranger.

Médecins Sans Frontières (MSF) a lancé un nouvel appel pressant à la communauté internationale, soulignant l'ampleur d'une crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver.

Depuis le début de l'offensive militaire le 7 octobre 2023, les civils de Gaza vivent au rythme des bombardements, du manque de soins et de l'effondrement quasi total du système de santé. Pour MSF, le

constat est sans appel : les besoins dépassent largement les capacités locales.

« Les besoins sont immenses », a alerté Hani Isleem, coordinateur des évacuations médicales pour l'organisation, rappelant que le nombre de patients réellement pris en charge à l'étranger n'est qu'une infime partie des personnes en détresse.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, un peu plus de 8 000 patients ont pu être évacués depuis le début de la crise.

Pourtant, plus de 16 500 autres demeurent officiellement en attente d'un transfert vital. Mais ces chiffres ne reflètent

qu'une partie de la réalité. Depuis le siège de MSF à Genève, où il venait d'accompagner un groupe d'enfants palestiniens vers la Suisse, M. Isleem a précisé que bien davantage de malades n'étaient même pas encore inscrits sur les listes officielles.

« Nous estimons que le nombre réel est trois à quatre fois supérieur », a-t-il averti, évoquant une situation sanitaire « au-delà du supportable ». Plus de trente pays ont accepté de recevoir des patients palestiniens, parmi lesquels l'Italie, en tête en Europe avec plus de 200 admissions.

La Suisse a également ouvert ses portes, accueillant en

novembre un groupe de vingt enfants, dont plusieurs nourrissons souffrant de graves malformations cardiaques congénitales, ainsi que des enfants atteints de cancer ou nécessitant des interventions chirurgicales lourdes. « Sans cette évacuation, certains n'auraient tout simplement pas survécu », a souligné le coordinateur humanitaire. Mais le rythme des évacuations connaît un effondrement inquiétant. Alors qu'environ 1 500 patients étaient transférés chaque mois au début de la crise, la fermeture du point de passage de Rafah vers l'Égypte en mai 2024 a brusquement paralysé les opérations.

Depuis, seules une soixantaine de personnes par mois parviennent à quitter la bande de Gaza pour recevoir des soins adaptés.

Cette baisse drastique a eu des conséquences tragiques : plus de 900 patients sont morts en attendant leur transfert, un chiffre que MSF considère comme très probablement sous-évalué.

Face à l'ampleur de la catastrophe sanitaire, MSF appelle les États à intensifier leurs efforts, faciliter les évacuations et garantir un accès humanitaire sûr et durable. À Gaza, chaque jour perdu coûte des vies.

NIGERIA Crise sécuritaire et démission au sommet de l'État

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, fait face à une recrudescence alarmante d'enlèvements qui plonge de nouveau la nation dans une crise sécuritaire majeure.



La démission du ministre de la Défense, Mohammed Badaru Abubakar, annoncée par la présidence, intervient alors que plus de 400 personnes ont été enlevées en seulement quinze jours.

Cette vague d'enlèvements, concentrée principalement dans l'État du Niger, s'ajoute aux attaques récentes dans les États de Kano et de Borno. Des villages entiers ont été ciblés par des groupes armés qualifiés de « bandits » par l'ONU.

À Kano, pourtant considéré comme l'un des États les plus stables du nord, au moins 25 personnes ont été enlevées lors de

deux attaques successives. À Borno, neuf agriculteurs ont disparu après un assaut attribué à des groupes terroristes liés à Boko Haram. Le président Bola Tinubu, confronté à l'escalade de la violence, a décrété l'état d'urgence sécuritaire national et ordonné le renforcement immédiat des effectifs de sécurité.

Cette mesure survient également dans un contexte de tensions diplomatiques, alimentées par les déclarations du président américain Donald Trump menaçant d'une intervention militaire au Nigeria.

La démission du ministre de

la Défense, annoncée comme motivée par des raisons de santé, survient à un moment critique, renforçant le sentiment d'urgence au sein de l'opinion publique et rappelant l'ampleur des défis sécuritaires auxquels le pays reste confronté depuis une décennie.

Dans un Nigeria fracturé entre un nord majoritairement musulman et un sud principalement chrétien, ces enlèvements récurrents témoignent d'une instabilité persistante et d'une urgence absolue à restaurer la sécurité publique.

R. I.

MOZAMBIQUE 100.000 personnes déplacées en deux semaines à cause des violences (HCR)



L'intensification des attaques contre les villages et la propagation rapide du conflit dans des districts auparavant sûrs du nord du Mozambique ont forcé des dizaines de milliers de personnes à fuir, dont près de 100.000 en seulement deux semaines, a indiqué l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). "Alors que les besoins augmentent à un rythme sans précédent, les capacités des acteurs humanitaires et gouvernementaux ne suivent pas, et les efforts collectifs restent insuffisants pour répondre à l'ampleur des besoins de protection et d'assistance sur le terrain", a

déclaré mardi depuis Nampula, le Représentant du HCR au Mozambique, Xavier Creach, lors d'un point de presse de l'ONU à Genève. Les violences, qui ont commencé à Cabo Delgado en 2017, ont déjà déplacé plus de 1,3 million de personnes. Mais 2025 marque un tournant inquiétant: les attaques surviennent désormais simultanément et s'étendent au-delà de Cabo Delgado, jusqu'à la province voisine de Nampula, mettant en danger des communautés qui avaient auparavant accueilli des familles déplacées. Les personnes qui ont réussi à se mettre en sécurité racon-

tent qu'elles ont fui dans la peur lorsque des groupes armés ont pris d'assaut leurs villages, souvent de nuit, brûlant les maisons, attaquant les civils et forçant les familles à fuir sans rien. Avec l'augmentation rapide du nombre de personnes déplacées et le peu de fonds disponibles pour le dernier mois de l'année, les services essentiels, notamment la protection, l'hébergement, l'alimentation, l'eau et l'assainissement, sont soumis à une forte pression. Le HCR lance donc un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle apporte son soutien afin de protéger les per-

sonnes contraintes de fuir, de renforcer les communautés d'accueil déjà surchargées et d'empêcher une nouvelle détérioration de la crise. L'agence onusienne aura besoin de 38,2 millions de dollars en 2026 pour répondre aux besoins croissants dans le nord du Mozambique.

Cette situation survient à un moment préoccupant, le financement pour 2025 ne représentant que 50 % des 42,7 millions de dollars jugés nécessaires. "Une aide urgente est nécessaire pour empêcher que la crise ne s'aggrave", a souligné le responsable onusien.

APS

ACCORD UE-MAROC Le Front Polisario présentera en décembre un recours devant le Tribunal général de l'UE

Le Front Polisario présentera en décembre un nouveau recours contre l'accord Union européenne-Maroc sur les produits agricoles devant le Tribunal général de l'Union, a annoncé le conseiller spécial du secrétaire général du Front Polisario pour les ressources naturelles et les affaires juridiques, Oubi Bouchraya. "Le Front Polisario présentera en décembre un nouveau recours contre cet accord devant le Tribunal général de l'UE, qui constitue la première instance", a-t-il affirmé dans un entretien avec le quotidien espagnol "El Independiente", publié cette semaine.

Il a souligné, à ce titre, que le Polisario contestera la signature de l'accord dans sa forme d'application provisoire. Et si l'accord est finalisé, par la suite, par la ratification et le vote des Etats et des parlementaires, le Front contestera le nouvel accord dans sa forme définitive. Toutefois, Oubi Bouchraya, espère pouvoir faire tomber cet accord sans devoir attendre une nouvelle décision des juges. "A partir du vote en séance plénière du 26 novembre, une dynamique beaucoup plus positive s'ouvre pour faire tomber l'accord, sans qu'il soit probablement nécessaire que les juges l'annulent à nouveau", a-t-il indiqué.

Ce jour là, le Parlement européen, à une seule voix près, n'a pas bloqué l'étiquetage controversé des produits sahraouis comme marocains, en contradiction avec ce qu'a établi la justice européenne. Mais, 359 députés ont voté en faveur du rejet, soit la majorité.

L'accord précédent a été voté en janvier 2019 par une majorité de 444 voix. Aujourd'hui, l'équilibre a totalement changé. Le 20 novembre, tous les membres de la commission de l'agriculture ont unanimement rejeté l'étiquetage, et la Commission n'a avancé aucun argument convaincant. Le 26 novembre, 359 voix ont voté en faveur du rejet, soit la majorité. Désormais la balance penche en notre faveur", s'est-il félicité. De plus, un autre processus s'ouvre au sein du Parlement européen et de sa commission du commerce international, afin de demander un avis consultatif à la Cour de justice de l'UE sur la conformité de ce nouvel accord avec les arrêts du 4 octobre 2024. "Nous sommes face à une violation claire et flagrante des décisions de la CJUE", rappelle, à ce titre, ce responsable sahraoui. Selon lui, une autre opportunité se présentera lorsque l'accord entrera dans la seconde phase du processus, précisant que "l'accord est à présent signé en application provisoire, mais le Parlement (européen) devra le ratifier. Ce sera une autre occasion de le faire tomber".

Il a indiqué, à ce propos, que le vote devrait avoir lieu "dans les trois premiers mois de l'année prochaine". M. Oubi Bouchraya s'est dit confiant quant aux chances d'obtenir une nouvelle annulation de l'accord devant la justice européenne.

"D'abord parce que l'accord viole la procédure, la Commission ayant négocié pendant des mois avec le Maroc sans aucune autorisation formelle du Conseil. Elle a reçu le feu vert pour commencer les négociations le 10 septembre et a finalisé l'accord le 15 septembre. Personne ne peut comprendre une négociation aussi brève pour un accord d'une telle importance, d'autant que l'accord précédent avait exigé près de neuf mois de négociations. Cela confirme la suspicion que la Commission négociait en réalité depuis plusieurs mois, depuis octobre 2024, avec le Maroc, à l'insu même des Etats membres", a-t-il expliqué. Deuxièmement, a-t-il poursuivi, "pour obtenir l'autorisation de signer l'accord, elle (la Commission européenne) a choisi la procédure expresse, un vote écrit des Etats membres, sans possibilité de débat". Pour le conseiller spécial du secrétaire général du Front Polisario "l'application provisoire (de l'accord) est également discutable, puisqu'elle prive le Parlement de tout rôle, alors même que la négociation exclut totalement le peuple sahraoui, titulaire du droit à l'autodétermination et dont le consentement est indispensable".

Interrogé sur le nouvel accord de pêche que l'UE s'apprête à négocier avec le Maroc, il a estimé que cet accord "serait une violation encore plus flagrante que l'accord commercial", car la Cour l'a annulé avec effet immédiat. "Dans l'accord de pêche, c'est l'UE elle-même qui exploite directement les ressources. Il contribue à renforcer l'occupation économique du territoire et pire encore la colonisation démographique", a-t-il déploré, affirmant que les deux accords entre l'UE et le Maroc entraînent pour les Sahraouis "des pertes d'environ 800 millions d'euros par an" en raison du pillage de leurs ressources. Il a fait savoir, par ailleurs, que le Front Polisario travaille sur certains dossiers d'entreprises afin de dénoncer leurs activités au Sahara occidental. "Pour nous, depuis l'arrêt de la CJUE, les entreprises européennes n'ont plus de base juridique pour opérer au Sahara occidental. Nous travaillons à dénoncer certaines d'entre elles et nous espérons avancer sur ce terrain", a-t-il ajouté.

APS

ONU Alerte sur les violations sionistes de l'accord de désengagement en Syrie

Les Nations Unies ont exprimé une profonde préoccupation face aux violations continues par l'armée sioniste de l'accord de désengagement signé en 1974, qui régit la zone tampon du Golan syrien.



Lors de son point de presse quotidien, le porte-parole Stéphane Dujaric a indiqué que les habitants du côté Bravo, à l'est du plateau, manifestent régulièrement devant les positions de la FNUOD pour dénoncer la présence militaire sioniste et les violations du cessez-le-feu.

L'ONU maintient un dialogue

constant avec l'armée sioniste afin de faire cesser ces intrusions, tout en restant en contact avec les autorités locales syriennes. La position de l'organisation reste inchangée : aucune force militaire, autre que la FNUOD, ne doit être présente dans la zone tampon. Les Nations Unies ont réaffirmé avec force leur engagement

en faveur de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Syrie.

Cette situation, qui s'inscrit dans un contexte régional déjà marqué par de fortes tensions, ravive les inquiétudes sur une éventuelle escalade et rappelle la fragilité de l'équilibre instauré depuis plus de cinq décennies.

R. I.

ETATS-UNIS Le Ministère de la justice secoue la cour de l'immigration à New York

Le système judiciaire américain connaît un épisode inédit et spectaculaire avec le limogeage, lundi, de huit juges chargés des affaires d'immigration au tribunal fédéral du 26 Fédéral Plaza, à Manhattan, à New York.

Cette décision, annoncée par le ministère de la Justice, intervient dans un contexte de tensions croissantes entre l'administration Trump et le corps judiciaire spécialisé dans les questions migratoires.

Ces magistrats étaient responsables d'étudier les dossiers de migrants cher-

chant à régulariser leur situation aux États-Unis.

Leur limogeage s'inscrit dans une dynamique plus large : depuis plusieurs mois, des policiers fédéraux, souvent masqués, patrouillent quotidiennement les couloirs du tribunal et procèdent à des arrestations de migrants dès leur sortie d'audience, un spectacle suivi par la presse et qui a donné lieu à des images relayées dans le monde entier.

Ces scènes, parfois marquées par des affrontements et la séparation de familles, ont transformé le 26 Federal Plaza en symbole d'un res-

serrement des politiques migratoires sous l'administration Trump.

Selon l'Association nationale des juges chargés de l'immigration (NAIJ), ces huit juges rejoignent le rang des quelque 90 magistrats limogés cette année sur environ 600 à travers le pays, une vague qui illustre la forte pression politique pesant sur le système judiciaire en matière d'immigration.

Ce limogeage survient dans un contexte où le contrôle migratoire et la sécurité des frontières figurent parmi les priorités

affichées par l'administration américaine.

Mais il soulève également de nombreuses questions sur l'indépendance du pouvoir judiciaire et sur le respect des droits fondamentaux des migrants.

Le débat sur la justice et la protection des plus vulnérables s'inscrit désormais au cœur des discussions politiques et médiatiques aux États-Unis, avec des répercussions directes sur le fonctionnement des tribunaux d'immigration à l'échelle nationale.

R. I.

HAÏTI Les autorités de transition annoncent des élections générales pour 2026

Les autorités haïtiennes de transition ont annoncé mardi l'organisation d'élections législatives et présidentielle cet été, dans un pays englué dans une profonde crise politique et ravagé par la violence des gangs qui contrôlent presque totalement la capitale Port-au-Prince.

Plus pauvre pays des Amériques, Haïti n'a pas organisé d'élections en neuf ans et se trouve sans président depuis l'assassinat de Jovenel Moïse en

juillet 2021. Il est actuellement dirigé par des autorités de transition qui ont eu du mal à s'accorder sur divers sujets, dont le calendrier électoral.

Après l'adoption lundi d'un décret sur la tenue des élections, "nous pouvons à présent commencer le calendrier électoral", a déclaré Jacques Desrosiers, président du Conseil électoral provisoire, une entité institutionnellement indépendante de l'exécutif.

"Le rétablissement de la sécurité est

un préalable pour la réalisation du premier tour le 30 août 2026", a-t-il ajouté, en référence aux élections législatives et présidentielle.

Haïti subit depuis longtemps la violence des gangs, mais la situation s'est aggravée depuis début 2024, lorsque le Premier ministre de l'époque Ariel Henry avait été poussé à la démission par ces groupes armés, qui contrôlent désormais 90% de Port-au-Prince, selon l'ONU.

PÉROU Un candidat présidentiel indemne après avoir été visé par des tirs

Le candidat de droite à l'élection présidentielle péruvienne, Rafael Belaunde, est sorti indemne mardi de tirs visant son véhicule dans

le sud de Lima, a indiqué la police.

"Depuis une moto, des coups de feu ont été tirés" contre le véhicule du candi-

dat de 50 ans, leader du Parti Liberté Populaire, a déclaré à la presse le chef de la police péruvienne, le général Oscar Arriola.

Dans un message sur les réseaux sociaux, la police a assuré que l'attaque n'avait pas fait de blessés.

APS

PALESTINE ONU : Le moment est venu de prendre des mesures décisives (Baerbock)

La présidente de l'Assemblée générale des Nations unies, Annalena Baerbock, a déclaré que le moment était venu de prendre des mesures décisives sur la question palestinienne qui dure depuis des décennies.

Lors d'une intervention mardi soir devant l'Assemblée générale au titre de la "Question de Palestine", Mme Baerbock a tenu à rappeler que ce dossier figurait à l'ordre du jour de l'organe onusien depuis la création des Nations unies.

"Depuis 78 ans, le peuple palestinien est privé de ses droits inaliénables, notamment de son droit à l'autodétermination.

Il est temps de mettre fin à cette impasse qui dure depuis des décennies", a-t-elle souligné.

Mme Baerbock a évoqué les crimes de l'occupation sioniste dans la bande de Gaza, qui ont entraîné le martyre de dizaines de milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants.

Elle a également souligné que la poursuite de l'agression sioniste en Cisjordanie, y compris à El-Qods occupée "compromet la possibilité d'établir un Etat palestinien".

Elle a mis l'accent par ailleurs sur la nécessité de maintenir l'acheminement de l'aide humanitaire sur le terrain sans obstacles ni prétextes, conformément aux engagements contenus dans l'accord de cessez-le-feu à Gaza.

"La recherche de la paix, de la stabilité et de la justice au Moyen-Orient exige l'action des Nations unies", a fait savoir la responsable onusienne, appelant les Etats membres à "participer à ce processus dans le cadre de la Charte des Nations unies et à respecter leurs engagements".

"Rappelons-nous que le droit à l'autodétermination et le droit fondamental de vivre en paix, en sécurité et dans la dignité dans son propre pays, à l'abri de la guerre, de l'occupation et de la violence, ne sont pas un privilège à acquérir, mais un droit à protéger", a-t-elle martelé.

Près de 400 colons sionistes prennent d'assaut l'esplanade d'Al-Aqsa

Près de 400 colons sionistes ont pris d'assaut, mercredi, l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, dans la ville d'El-Qods occupée, sous la protection de la police de l'occupation, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les colons, qui se sont introduits dans l'enceinte de la mosquée par groupes successifs du côté de la porte des Maghrébins, ont mené des marches provocatrices et effectué des rituels talmudiques dans ses cours, précise l'agence Wafa, qui cite le gouvernorat d'El-Qods.

Depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre le peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie, en octobre 2023, les forces d'occupation ont renforcé leurs mesures militaires aux portes d'Al-Aqsa et aux entrées de la vieille ville d'El-Qods, ajoute la même source.

Troisième Lieu-Saint de l'Islam, la mosquée Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et soldats sionistes.

Ces actes visent à judaïser la ville d'El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

APS

TINDOUF

Ouverture du Festival culturel des arts et des cultures populaires de la wilaya de Mostaganem

Le Festival culturel local des arts et des cultures populaires de Mostaganem à Tindouf a été lancé mercredi.



Le programme du Festival qui se poursuivra jusqu'au 6 décembre, comprend l'organisation de diverses expositions portant sur les objets archéologiques, les arts plastiques, les tenues traditionnelles et la cuisine populaire, en plus de représentations théâtrales et de spectacles artistiques et folkloriques.

Le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Omar Mohammedi a précisé à l'APS que les expositions organisées à la Maison de la culture regroupent plusieurs éléments du patrimoine matériel de la wilaya de Mostaganem, en plus de pièces théâtrales

destinées aux enfants et d'une troupe folklorique proposant des tableaux traditionnels. Il a ajouté que les expositions sont ouvertes au public le matin et le soir, tandis que les spectacles artistiques débiteront à partir de l'après-midi. La bibliothèque principale de lecture publique Belkacem-Saâdallah accueille, dans le cadre du programme du Festival, une conférence intitulée "Histoire de Mostaganem" animée par le professeur Laid Bouazza.

Le programme se poursuit également par une pièce théâtrale présentée par la troupe El-Aïssaouia, a fait savoir la même

source, indiquant que les activités seront clôturées par la remise de distinctions aux participants.

Dans une déclaration à l'APS, le metteur en scène et scénographe de Mostaganem, Abdelaziz Medjahed, a affirmé que le Festival connaît une large affluence du public, soulignant l'importance de l'exposition dans laquelle il a présenté des modèles de tenues traditionnelles de la femme algérienne ainsi que certains habits liés aux cultures islamiques et africaines, tout en mettant en valeur l'histoire et les vestiges de l'Algérie à travers les époques.

ORAN

Lancement de la 3^e édition du concours littéraire "Oum Sihem" pour les jeunes plumes

L'association culturelle "Athar El-Abirine" a annoncé, mercredi, le lancement de la troisième édition du concours littéraire "Oum Sihem" pour les jeunes plumes, un rendez-vous destiné à découvrir et encourager les talents d'écriture chez les enfants.

Le concours se déroulera en deux phases à l'espace de lecture pour enfants de la bibliothèque "Bakhti Ben Ouda": une première programmée durant les vacances scolaires d'hiver, et une seconde au printemps, a précisé l'association basée à Oran.

L'organisation du concours par étapes vise à offrir aux enfants le temps nécessaire pour préparer leurs textes et permettre une sélection plus approfondie des meilleurs talents, a expliqué le président de l'association, le romancier Rouane Chérif.

La compétition s'adresse aux enfants âgés de 8 à 14 ans, avec pour objectifs de les encourager à s'ini-

tier à l'écriture en prose et en poésie, de développer leur goût pour la lecture, de révéler leurs capacités créatives et d'enrichir leur sens artistique et esthétique, a-t-il ajouté.

Devenu un rendez-vous annuel, la manifestation enregistre à chaque édition une forte participation d'enfants, souligne l'association.

Les lauréats seront récompensés lors de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, le 15 juillet de chaque année.

En plus des distinctions, les vainqueurs bénéficieront de formations en écriture créative adaptées à leur âge, ainsi que d'une intégration au club littéraire de l'association "Athar El-Abirine".

Is auront également l'occasion de participer à des rencontres littéraires pour présenter leurs créations et être encouragés à poursuivre leur parcours d'expression écrite, selon la même source.

FESTIVAL DU THÉÂTRE ARABE AU CAIRE

Participation de la pièce "El Miftah" à la 16^e édition

La pièce théâtrale "El Miftah" (La clé), produite par le Théâtre régional Abdelmalek-Bouguerrouh de Bejaïa et mise en scène par Ziani Chérif Ayad, représentera l'Algérie à la 16^e édition du Festival du théâtre arabe, qui se tiendra du 10 au 16 janvier 2026 au Caire (Egypte), indique un communiqué de cet établissement culturel rendu public mercredi.

La même source précise que le théâtre de Bejaïa se prépare à prendre part à cette 16^e édition du Festival du théâtre arabe au Caire, à travers la présentation de la pièce "El Miftah", parmi les œuvres qui représenteront l'Algérie dans cette importante ma-

nifestation culturelle arabe. Le communiqué souligne que la sélection de "El Miftah" par le comité du Festival du théâtre arabe constitue "une consécration pour la valeur de cette création artistique et pour sa qualité esthétique, réaffirmant la présence du théâtre algérien et la force de sa contribution sur la scène culturelle arabe à travers des œuvres renouvelées et des talents artistiques distingués".

Produite par le Théâtre régional Abdelmalek-Bouguerrouh de Bejaïa, avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts en 2025, cette pièce se compose de huit tableaux inspirés du texte "Eddaoua" de l'écrivain

Mohamed Bourahla. Intitulée "El Miftah", l'intrigue de cette œuvre théâtrale, s'articule autour de la cause palestinienne et est présentée comme "une œuvre audacieuse mêlant drame, musique et ballet, interrogeant à nouveau l'identité et la mémoire, et plaçant la Palestine au cœur de l'événement comme symbole de résistance et d'espoir", selon le même document.

A noter que cette édition du Festival du théâtre arabe verra la participation de 16 œuvres représentant plusieurs pays, dont l'Algérie, la Tunisie, l'Irak, la Jordanie, le Qatar, le Liban et l'Egypte.

MUSIQUE

Décès de Mohamed Khaznadj, grande figure de la musique andalouse

L'artiste Mohamed Khaznadj, une des plus grandes figures de la musique arabo-andalouse, est décédé mercredi à Alger, à l'âge de 97 ans, a-t-on appris auprès de son entourage.

Né en 1929 à la Casbah d'Alger, le défunt comptait parmi les plus éminents artistes créatifs dans le genre andalou, notamment de l'école "Sanâa" d'Alger, où il a marqué cet art en Algérie et à l'étranger pendant plus de 70 ans.

Mohamed Khaznadj a grandi dans une famille passionnée de musique et fut bercé dès son jeune âge par les mélodies andalouses. Il a débuté son parcours artistique dans le chant religieux, porté par une voix douce et harmonieuse, avant d'affiner ce talent en apprenant la musique et les fondements de la nouba auprès de grands maîtres à l'instar d'Abderrahmane Ben El-Hocine, Mourad Bestandji et Mohamed Benchaouch.

Le défunt s'est initié à l'art andalou en 1946 après avoir rejoint l'association musicale "El Hayat", où son maître Abderrahmane Ben El-Hocine lui enseigna les secrets de l'école "Sanâa". Il intégra ensuite l'orchestre dirigé par Mohamed Fakharji avant de se consacrer au chant en solo.

Mohamed Khaznadj a également enseigné la musique andalouse à Alger jusqu'en 1975, notamment au sein de plusieurs associations, dont "El Fenn Ouel Adeb", puis à l'Institut de musique de la capitale.

Le regretté était réputé pour sa voix mélodieuse et sa profonde maîtrise de la musique andalouse, notamment du style "Sanâa". Il a participé à de nombreux festivals internationaux, notamment en Tunisie, aux Etats-Unis et en Italie, et laisse derrière lui plusieurs albums.

En 2012, Mohamed Khaznadj avait été honoré à Alger par le ministère de la Culture et des Arts, en reconnaissance de sa contribution majeure à l'enrichissement, à la promotion et à la préservation du répertoire musical algérien.

BATNA

Le rôle du cinéma algérien dans la dénonciation des crimes coloniaux et la documentation de la lutte du peuple algérien souligné

Des universitaires et des chercheurs ont souligné, mardi après-midi à Batna, lors d'un séminaire national sur "le cinéma et la Révolution", le rôle majeur du cinéma algérien et des films révolutionnaires durant la période 1954-1962 dans la dénonciation des crimes du colonisateur français et la documentation de la lutte du peuple algérien pour l'indépendance.

Les intervenants lors de cette rencontre de 2 jours, organisée à la maison de la culture Mohamed-Laid Al Khalifa, initiatrice du séminaire en coordination avec le laboratoire de recherche en patrimoine intellectuel et littéraire en Algérie, et le département de langue et littérature arabes de l'université de Batna-1, ont souligné que le cinéma révolutionnaire a constitué "un registre visuel de la mémoire nationale après avoir contribué, durant la glorieuse Révolution, à faire connaître partout dans le monde la lutte héroïque du peuple algérien".

Les interventions de la première journée de cet événement, organisé sous le slogan "La révolution par le son et l'image, une mémoire qui ne meurt jamais", ont porté sur l'histoire du cinéma révolutionnaire algérien entre narration et performance, en revisitant cette expérience et en étudiant ses dimensions artistique et historique, donnant lieu à un débat autour de ses enjeux culturels et éducatifs.

La présidente du comité scientifique du séminaire, le Dr Sara Guettaf, a précisé que l'objectif de cet événement est de "mettre en lumière la valeur historique et artistique des films révolutionnaires, de stimuler les études académiques spécialisées en matière de cinéma national, et d'ouvrir un débat scientifique entre chercheurs, cinéastes et critiques, tout en ravivant la mémoire nationale".

Selon le directeur du laboratoire de recherche en histoire intellectuelle et littéraire en Algérie, le Dr Tarek Thabet, les axes de discussion de cet événement sont "le cinéma sous les aspects historiques, artistiques et médiatiques, ainsi que la dimension éducative et mémorielle".

Les communications, au premier jour de cette rencontre à laquelle participent des spécialistes de plusieurs universités, ont été attentivement suivies et suscité un riche débat avec le public constitué de doctorants, d'intellectuels et d'amateurs de cinéma.

TLEMCCEN

Transformation numérique et alphabétisation, thème d'un Colloque

Le thème "Transformation numérique et alphabétisation : approches académiques pour construire une société du savoir " a constitué l'axe principal d'un Colloque national organisé, mercredi, à Tlemcen.

La cheffe du service de la recherche et de l'éducation au sein de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA), Sabouni Salima, a indiqué que l'office "œuvre à suivre les évolutions numériques dans la mise à jour des programmes d'alphabétisation et dans la transformation des méthodes d'enseignement en s'appuyant sur les outils audiovisuels".

Elle a rappelé qu'une formation en numérisation a été assurée au profit des enseignants des classes d'alphabétisation, et qu'une convention a été conclue avec l'Unité de recherche sur la réalité de la linguistique et l'évolution des études linguistiques dans les pays arabes de l'Université de Tlemcen, afin de contribuer au développement de ces programmes.

De son côté, le président de l'Association algérienne " Iqraa ", Khalid Hocine, a souligné que l'association s'est engagée dans une démarche de transition numérique et a réalisé le livre "J'efface mon analphabétisme par la culture, la prévention et la santé " sous forme de CD, distribué à tous ses bureaux.

Il a estimé " nécessaire de développer les programmes destinés aux apprenants en alphabétisation et d'y intégrer des contenus adaptés aux évolutions numériques ".

L'enseignante d'alphabétisation Metouaki Nawal, de Tlemcen, a insisté sur la nécessité d'adapter les applications numériques aux apprenants aux besoins spécifiques, notamment les personnes porteuses de trisomie 21, en mettant à



leur disposition des applications spécifiques pour l'apprentissage des lettres, des chiffres et de la prononciation.

Le psychologue Belkacemi Bouabdellah, de l'Université de Mostaganem, a souligné que l'évolution des méthodes d'enseignement doit être " méthodique et respecter certaines étapes propres aux apprenants ", en commençant par les bases de l'apprentissage, avant d'introduire progressivement les technologies modernes et l'apprentissage numérique.

Pour sa part, Nouria Khelifaoui, directrice de l'unité organisatrice du Col-

loque, a indiqué que cette unité œuvre sur un projet scientifique visant à proposer des mises à jour des programmes de langue arabe, des livres scolaires et des documents pédagogiques utilisés par l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement aux adultes.

Elle a estimé que ce projet permettra de " renforcer le rôle pionnier de l'Algérie, au niveau arabe et africain, dans la lutte contre l'analphabétisme grâce à la qualité de ses programmes éducatifs ".

Cette rencontre, organisée en coordination avec la Bibliothèque Mohammed-

Dib de Tlemcen, a réuni des enseignants-chercheurs de diverses universités du pays.

Elle a donné lieu à plusieurs communications portant notamment sur les " Opportunités et défis de l'utilisation des technologies numériques dans les programmes d'alphabétisation et d'enseignement des adultes ", " Intelligence artificielle et élaboration des programmes éducatifs ", et " Applications numériques destinées à l'enseignement aux adultes et à l'alphabétisation en Algérie ", entre autres thèmes.

PUBLICITÉ

WILAYA DE BOUMERDES DAIRA DE DELLYS COMMUNE DE BENCHOUD

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Avis de Recrutement

Le Président d'APC de Ben choud lance un avis de recrutement dans le grade suivant :

Grade	Mode de recrutement	Conditions	Spécialité demandé	Nombre des postes	Autres conditions
- Ingénieur principal de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine.	Sur titre	Diplôme magister au d'un titre reconnu équivalent	Diplôme magister au d'un titre reconnu équivalent dans l'une des spécialités en ordre suivant : 1-Génie civil (option construction civil et industrielle - option structures - option voirie et réseaux divers - option techniques de la construction - option exécution et suivi des travaux - option gestion de l'eau et de l'assainissement urbain - option infrastructures urbaines - option réhabilitation du vieux bâti. 2- géographie option aménagement urbain - option techniques urbaines. 3- équipements techniques et installation de bâtiments 4- travaux publics 5- topographie 6 - hydraulique 7- électricité générale 8- électrotechnique 9-mécanique générale 10 - gestion et techniques urbaines 11 - aménagement urbain 12 - aménagement rural 13- aménagement environnement 14 - transport urbain.	01	/
-Technicien supérieur de l'administration territoriale en gestion technique et urbaine	Sur titre	Technicien supérieur en gestion technique et urbaine ou d'un titre reconnu équivalent	-Voirie et réseaux divers, urbanisme, travaux publics et ouvrages d'art, géotechnique -géomètre topographe, conducteur de travaux bâtiments, conducteur de travaux publics, métreur vérificateur et étude de prix, dessinateur projecteur en architecture, dessinateur projecteur en béton armé, maquetiste en bâtiments et travaux publics, restauration des sites et monuments, rénovation et réhabilitation de l'habitat, électrotechnique, électromécanique, maintenance des véhicules industriels, maintenance des engins de chantier et de manutention, maintenance des engins roulants.	01	Résidence au Territoire de la Wilaya de Boumerdes

Constitution du dossier :

- Demande manuscrite de participation au concours.
- Copie conforme de carte d'identité nationale.
- fiche de résidence.
- Copie du diplôme ou de la qualification accompagnée du relevé de notes.
- fiche de renseignement remplie par le candidat.
- attestations de travail certifier d'expérience professionnelle du candidat.

* le candidat final retenu au concours devra compléter son dossier avec les documents suivants :

- position vis-à-vis du service national .
- Deux certificats médicaux (général et physio)
- Quatre (04) photos d'identité.

Les dossiers seront déposés ou envoyés à l'adresse suivant : le président de l'assemblée populaire communale de Benchoud (Bureau personnel) dans un délai de 15 jours.

NB : Tous dossiers incomplet ou déposé après le délai sera rejeté.

DK NEWS Anep : 2516037754 du 04/12/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA

1^{ère} MISE EN DEMEURE

L'entreprise **EURL PETRO ATLAS** sise à Cité NADHOUR CC N°09 PP N°119 commune El Oued 39000, Wilaya El Oued, représenté par son Gérant, titulaire du marché N°158/2025, relatif au Projet:

Acquisition de matériels roulant :

Lot: Machine de Marquage Routier et Sonnette de Battage sur Chenille

est mise en demeure sous Quarante-huit heures (48h) de notifier l'ordre de service de démarrage des prestations.

Faute de quoi l'administration se réserve le droit d'appliquer les mesures Coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

DK NEWS Anep : 2516037850 du 04/12/2025

MANAGEMENT SPORTIF

Trente cadres formés sous l'égide du COA et de la Solidarité olympique

La session de formation en management sportif, organisée sous l'égide du Comité olympique et sportif algérien (COA) en collaboration avec le programme de la Solidarité olympique et l'Académie nationale olympique, s'est achevée mardi avec la participation de trente cadres issus de plusieurs fédérations nationales.

Regroupant des profils administratifs et techniques de haut niveau, cette formation visait à renforcer les compétences des acteurs du mouvement sportif national dans les domaines de la gestion moderne des institutions sportives et du management olympique, conformément aux standards internationaux.

Selon le COA, le programme a porté sur plusieurs axes stratégiques, dont le planification stratégique, la gouvernance, le marketing sportif, la gestion des ressources humaines, ainsi que les volets médias et intelligence artificielle.

Les modules ont été assurés par des experts académiques et

sportifs, garantissant "la qualité du contenu et la profondeur des échanges".

Présidant la cérémonie de clôture, Abderahmane Hammad, président du COA, a rappelé "l'importance cruciale du développement des compétences" comme levier d'amélioration de la performance administrative et technique, affirmant que "l'investissement dans le capital humain demeure la clé de l'essor du sport algérien". Il a également salué "l'engagement et le sérieux" des cadres participants et les a appelés à "traduire sur le terrain les acquis de cette formation pour renforcer la gouvernance et la professionnalisation du



management sportif". La cérémonie s'est conclue par la remise des attestations aux stagiaires.

Le COA a réaffirmé, à cette occasion, sa volonté de poursui-

vre les programmes de formation en partenariat avec la Solidarité olympique, en vue de "bâtir une génération de dirigeants et gestionnaires capable de relever les défis" et de

concrétiser la vision prospective portée par le slogan "Le dépassement, notre mission", centrée sur la valorisation des compétences nationales et l'investissement dans la jeunesse.

VOLLEYBALL - NATIONALE 1 MESSIEURS

Le programme de la deuxième journée

Programme de la deuxième journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 messieurs, prévue vendredi et samedi.

Groupe Centre-Est :

Vendredi :

EF Ain Azel - CASTEL Teniet El Abed	(16h30)
NC Béjaïa - ES Sétif	(17h00)
MB Béjaïa - OMK El-Milia	(17h00)
JSC Ouled Adouane - ES Tadjenanet	(17h00)
ES El-Eulma - Olympique Ain M'lila	(18h00)

Classement :

	Pts	J
1. ES Tadjenanet	3	1
2. OMK El-Milia	3	1
3. CASTEL	3	1
4. O Ain M'lila	2	1
5. NC Béjaïa	2	1
6. JSCO Adouane	1	1
7. ES Sétif	1	1
8. ES El-Eulma	0	1
9. EF Ain Azel	0	1
10. MB Béjaïa	0	1

Groupe Centre-Ouest /

Vendredi :

O El-Kseur - PO Chlef	(15h00)
ES M'sila - RC M'sila	(17h00)
CS Nedrouma - JS Messelmoun	(17h00)
WA Tlemcen - MC Alger	(18h00)

Samedi :

ES Bethioua - ASV Blida	(17h00)
-------------------------	---------

Classement :

	Pts	J
1. MC Alger	3	1
-- ASV Blida	3	1
-- JS Messelmoun	3	1
4. WA Tlemcen	2	1
-- PO Chlef	2	1
6. ES M'sila	1	1
-- ES Bethioua	1	1
8. RC M'sila	0	1
-- CS Nedrouma	0	1
-- O El-Kseur	0	1

ATHLÉTISME - SEMI-MARATHON DE LA VILLE DE BOUZGUEN

La première édition décalée au 12 décembre (organisateurs)



La première édition du semi-marathon de la ville de Bouzguen (Tizi-Ouzou), initialement prévue le samedi 6 décembre courant, dans cette commune située

entre Azazza et Akbou, a été finalement décalée au 12 du même mois, ont annoncé mercredi des organisateurs, arguant de raisons liées à l'aspect organisationnel.

"La première édition du semi-marathon de la ville de Bouzguen est décalée au vendredi 12 décembre, à 8h00 du matin" ont-ils détaillé dans un communiqué à l'intention des participants.

Co-organisé par la commune de Bouzguen et le Club Omnisports de la ville, ce semi-marathon est inscrit au programme des événements commémoratifs du 53e anniversaire du décès du Colonel Akli Mokrane, dit "Mohand Oulhadj", qui fut un des principaux chefs de la Wilaya III historique pendant la Guerre de Libération Nationale.

Les inscriptions, pour participer à cet événement, ont débuté mardi, via une plate-forme ouverte par les organisateurs sur le net.

TENNIS - TOURNOI «M15» MONASTIR (TABLEAU DOUBLE)

L'Algérien Toufik Sahtali qualifié au 2e tour

L'Algérien Toufik Sahtali et son coéquipier australien Chen Dong, classés tête de série N3 dans le tableau double du Tournoi "M15" Monastir, (2-7 décembre), se sont qualifiés mercredi au deuxième tour, en battant un tandem germano-italien, composé de Richard Antoni et Gilberto Ravasio (6-2, 6-2).

Au prochain tour, Sahtali et Dong seront confrontés à un tandem composé du Russe Egor Pleshitsev et du Brésilien Breno Rossetto Urvaneja, qui de son côté, s'était qualifié en battant un tandem composé de l'Irlandais Cian Maguire et du Roumain Vladislav Melnic (7-5, 6-4).

Sahtali est également en lice dans le tableau simple, où il sera appelé à défier le Roumain Matei Todoran, dans un match comp-



été éliminé dès le premier tour dans le tableau double.

Il avait fait équipe avec le français Valentin De Carvalho et ils ont été éliminés (7-6, 5-7, 6-10), par un tandem composé de Liam Delicata (Malte) et Ioannis Stamatopoulos (Grèce).

Cependant, Reguig est toujours en lice dans le tableau simple, où il a été classé tête de série N8. Il débute contre le Belge Louis Herman, repêché des qualifications en tant que "lucky loser". Dotée d'un prize-money de 15.000 USD et organisée sur des courts en surface rapide, la compétition a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés chez la Fédération internationale de tennis (ITF).

COUPE D'ALGÉRIE / JSK - MB HASSI MESSAOUD AU STADE HOCINE AIT AHMED A 17H45

Gaya Merbah du retour après plus d'une année d'absence

Le coach Zinnbeur n'a pas cessé tout au long de la semaine de mettre en garde ses joueurs contre tout excès de confiance en vue de la confrontation des 1/32 de finale de la Coupe d'Algérie aujourd'hui au stade Hocine Ait Ahmed de Tizi ouzou face au MB Hassi Messaoud.

Par F. Yanis

cette compétition Théoriquement, les Kabyles partent favoris pour arracher leur qualification au prochain tour, mais pendant les 90 minutes tout reste possible.

Cependant, cette rencontre, qui intervient après une série de mauvais résultats pour les Kabyles, reste très importante pour les Canaris. Ces derniers veulent gagner ce match et réaligner plusieurs objectifs à la fois. Voici donc pourquoi les équipiers du capitaine Boudebouz veulent à tout prix la qualification lors du match de demain après-midi.

Renouer avec les victoires et retrouver le moral

La première raison pour laquelle les canaris de Djurdjura viseront la qualification aujourd'hui face au MB Hassi Messaoud est de renouer avec les succès et retrouver ainsi le moral pour le reste du parcours qui attendent les coéquipiers de Mergham. Les Kabyles restent sur trois faux pas consécutifs lors des trois derniers matchs joués, respectivement face au CSC en championnat ligue une, puis face à Al Ahly et un match nul face au Young Africans en Ligue des champions c'est des matchs sur les protégés de l'entraîneur Josef Zinnbeur vont mettre aux oubliettes. Ces résultats ont eu des effets négatifs, notamment sur le moral du groupe. Les équipiers de Mahious veulent une victoire, même face à une formation mo-



deste, pour retrouver la sérénité. Gagner fait toujours du bien au moral, quel que soit le nom de l'adversaire.

Une qualification et se réconcilier avec leurs supporters

Ce n'est un secret pour personne, les derniers résultats enregistrés par la JSK ont provoqué la colère de ses supporters. Ces derniers ont exprimé leur grand mécontentement en critiquant les joueurs, le staff technique et même les dirigeants ces derniers temps. Cependant, les joueurs de la JSK comprennent parfaitement ce que leurs amoureux du club ressentent

face à ces résultats décevants. Ils veulent donc que leurs supporters reviennent à de meilleurs sentiments en renouant avec les bons résultats. Le début aujourd'hui en Coupe d'Algérie, où leur seul objectif est de dédier la qualification à leurs supporters qui croient à leurs équipes.

Qualifié pour aborder l'USMA avec un bon moral

La dernière raison pour laquelle les Kabyles viseront la qualification demain face à la formation du MB Hassi Messaoud est de préparer le match en retard face à l'USMA, programmé le 8 décembre, dans de

bonnes conditions. En effet, une qualification en coupe permettra aux poulains de Zinnbauer de préparer ce classico avec un très bon moral. L'objectif des Kabyles est de jouer le titre en championnat cette saison. Pour cela, récolter le maximum de points reste vital. Même si ce match face à l'USMA n'est pas capital, il reste toutefois décisif. Les Kabyles veulent le préparer dans la sérénité, dès qu'ils se qualifieront en coupe.

à l'occasion de ce rendez-vous de Coupe. Ce n'est un secret pour personne du fait que du côté de Tizi Ouzou, on veut jouer le coup à fond dans cette épreuve et pourquoi pas aller jusqu'au bout, c'est-à-dire remporter le sacre final. Une ambition qui reste certes diffi-

cile à atteindre, mais tout reste jouable. Et puis, il faut reconnaître que le tirage au sort des 1/32 de finale a été plutôt clémente pour les Vert et jaune, puisqu'en cas de qualification aujourd'hui vont découler le vainqueur entre l'USMH et l'autre formation de la Kabylie le MO Béjaïa samedi prochain.

qu'il faudra d'abord passer le cap de cette équipe de MB Hassi Messaoud qui ne compte pas effectuer le déplacement à la capitale de Djurdjura en victime expiatoire. Pour ce faire, le coach Zinnbeur ne va pas trop risquer, puisqu'il envisage d'aborder cette rencontre avec tous ses meilleurs atouts, à commencer par le retour du gardien Gaya Merbah dans les bois après une longue absence pour une méchante blessure qui avec à ses côtés Belaid, Madani, alors que Hamidi et Belahoual seront alignés sur les côtés.

Dans la récupération et la reliance, on prend les mêmes et on recommence avec la confiance renouvelée à Boudjemaa et Sarr qui commencent petit à petit à trouver une certaine osmose en absence du Bada, Boudebouz. Dans l'animation offensive, Mergham sera en principe chargé de mener les débats avec à ses côtés El Hamri et probablement Mahious qui va compléter Messaoudi. Enfin, s'il y aura peut-être des surprises, il n'est pas à écarter de voir le technicien Allemand Josef Zinnbeur miser sur un certain Botté en défense et Benattia en attaque au moment où le Malki est en train de perdre des points par rapport à ses récentes prestations.

E. Y

CAN-2025

Les clubs pourront libérer leurs joueurs au plus tard le 15 décembre (FIFA)

Les clubs auront le droit de conserver leurs joueurs, engagés avec leurs pays respectifs durant la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 (21 décembre - 18 janvier 2026), jusqu'au 15 décembre, avant de devoir les libérer, a annoncé la Fédération internationale (FIFA) mercredi.

"Reprenant l'approche adoptée pour la Coupe du monde 2022, la période de mise à disposition sera réduite de sept jours et débutera le lundi 15 décembre 2025", indique-t-elle dans un communiqué. Le Bureau du Conseil de l'instance mondiale a pris cette décision après avoir mené des "consultations fructueuses" afin de "réduire les répercussions" pour les clubs et les sélections.

"Il a également été décidé d'encourager les associations membres participant à la CAN-2025 et aux clubs libérant des joueurs (...) à engager des discussions bilatérales de bonne foi afin de trouver des solutions individuelles appropriées", ajoute la FIFA. Plusieurs sélection-



neurs africains ont dénoncé cette mise à disposition plus tardive des joueurs, estimant que cela nuisait à la bonne préparation de leur groupe. La sélection algérienne est touchée par cette mesure, puisque

le latéral gauche de Manchester City, Rayan Ait Nouri, est attendu le 18 décembre à Alger, soit à la veille du déplacement des "Verts" au Maroc pour prendre part au tournoi continental.

COUPE ARABE FIFA 2025 (GR.B/ 1^{RE} JOURNÉE) L'Arabie saoudite bat Oman (2-1)

La sélection saoudienne de football, s'est imposée face à son homologue omanaise 2-1 (mi-temps : 0-0), en match disputé mardi soir au stade de la Cité de l'éducation à Al-Rayyan, comptant pour la 1^{re} journée (Gr.B) de la Coupe arabe de la FIFA Qatar-2025 (1-18 décembre).

Les Saoudiens ont ouvert la marque sur une tête d'Al-Buraikan (55^e), avant qu'Oman n'égalise grâce à Al-Habashi (70^e).

Les Saoudiens sont revenus à la charge pour arracher la victoire par Al-Shehri (77^e). Dans les deux autres matchs disputés mardi, les Comores (Gr.B) ont raté leurs débuts historiques dans la compétition en s'inclinant (3-1), alors que l'Egypte a été tenue en échec face au Koweït (1-1).

La sélection algérienne, tenante du trophée et versée dans le groupe D, entamera la défense de son titre mercredi face au Soudan, au stade Ahmed-Bin-Ali (13h00, heure algérienne).

L'autre match du groupe D mettra aux prises mercredi l'Irak au Bahreïn, au stade 974 (15h30).

Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 11 et 12 décembre.

COUPE ARABE FIFA 2025 (GR.D / 1^{RE} J) L'Algérie débute par un match nul face au Soudan (0-0)

L'équipe nationale de football A' a débuté la défense de son titre de champion arabe par un match nul face au Soudan (0-0), mercredi au Stade Ahmed-Bin-Ali à Doha, pour le compte de la première journée du groupe D de la Coupe arabe de la FIFA 2025 (1-18 décembre).

Réduits à dix durant toute la deuxième mi-temps, après l'expulsion juste avant la pause d'Adam Ounas (2 cartons jaunes), les "Verts" ont réussi à obtenir le point du match nul face à une bonne équipe soudanaise.

Dans l'autre match de cette poule D, l'Irak affronte Bahreïn à 15h30 (algériennes) au stade 974. Les hommes de Madjid Bougherra joueront leur deuxième match samedi prochain (14h30) face à Bahreïn, avant de boucler la phase de poules contre l'Irak mardi (18h00).

Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale, prévus les 11 et 12 décembre. Le vainqueur du tournoi empochera une prime conséquente de plus de 7 millions de dollars, alors que le finaliste touchera plus de 4 millions de dollars.



MONDIAL 2026 - PRÉPARATION

Le Mexique affrontera le Portugal et la Belgique

Le Mexique affrontera le Portugal ainsi que la Belgique fin mars en matchs de préparation pour le Mondial-2026 de football, qu'il organise conjointement avec les États-Unis et le Canada, a annoncé la Fédération mexicaine mardi.

Le match contre le Portugal de Cristiano Ronaldo, actuel 6e au classement Fifa, aura lieu le 28 mars à Mexico pour l'inauguration du stade Banorte, anciennement Stade Azteca, rénové et renommé ainsi depuis mars dernier, avec une capacité portée à 90.000 places.

Cette rencontre marquera la réouverture de l'emblématique enceinte mexicaine, qui deviendra en 2026 le premier stade à accueillir trois Coupes du monde dans toute l'histoire", a souligné dans un communiqué la Direction technique nationale (DTN), en référence aux Coupes du monde 1970 et 1986. Trois jours plus tard, le 31 mars, la sélection mexicaine, 15e au classement Fifa, se mesurera à la Belgique (8e), au Soldier Field de Chicago, aux États-Unis.

Les trois pays sont qualifiés pour la Coupe du monde nord-américaine: le Mexique en tant que pays hôte, tandis que Portugais et Belges ont validé leur qualification lors des derniers matchs de novembre.

APS

ALLEMAGNE - BUNDESLIGA

Augsbourg se sépare de Sandro Wagner après un début de saison catastrophique

Le FC Augsburg a annoncé lundi le limogeage de son entraîneur Sandro Wagner, seulement cinq mois après sa prise de fonction, suite à un début de saison catastrophique en Bundesliga.

Le club bavarois, actuellement 14e avec 10 points, traverse sa pire entame de championnat depuis 2011 et doit faire face à une défense en grande difficulté, avec 27 buts encaissés en 12 matches.

Sandro Wagner, 38 ans, ancien adjoint du sélectionneur national allemand Julian Nagelsmann, avait quitté la « Mannschaft » pour sa première expérience comme entraîneur principal en Bundesliga, avec un contrat courant jusqu'en 2028. Toutefois, les résultats n'ont pas été au rendez-vous.

Le directeur général du club, Michael Strll, a indiqué que le manque de conviction et de foi nécessaires pour inverser la tendance dans la configu-



ration actuelle avait conduit à cette décision.

« Nous voulions changer beaucoup de choses ensemble, mais malheureusement, nous n'y sommes pas parvenus comme espéré dans ce court laps de temps », a reconnu Wagner, exprimant son regret face à cette séparation. Cette décision intervient après la lourde défaite 3-0 à Hoffenheim, un signal alarmant pour un club qui

ambitionnait de se stabiliser dans la moitié supérieure du classement.

Manuel Baum, qui avait déjà dirigé Augsburg entre 2016 et 2019, assurera l'intérim jusqu'à la trêve hivernale, dans l'espoir de redresser la barre et de retrouver un certain équilibre défensif.

Le départ de Wagner met en lumière les difficultés rencontrées par de nombreux clubs de Bundesliga face à la pression

du haut niveau et la nécessité d'une gestion stratégique et psychologique solide.

Augsbourg, avec une attaque productive mais une défense vulnérable, devra rapidement trouver un nouvel élan pour éviter de se retrouver en zone dangereuse à l'approche de la deuxième moitié de saison. L'équipe et ses dirigeants misent désormais sur Baum pour restaurer la confiance et améliorer la cohésion collective, tout en préparant une reprise plus sereine après la trêve hivernale. Ce limogeage, bien que sévère, reflète la réalité impitoyable du football professionnel allemand où les résultats immédiats restent un critère crucial.

Augsbourg se retrouve à un tournant de sa saison, et la stabilité du club dépendra désormais de sa capacité à rectifier le tir rapidement, sous la houlette d'un entraîneur expérimenté et déjà familier des rouages du club.

R.S

ITALIE - SERIE A'

La Cremonese renverse Bologne grâce au doublé de Vardy et s'affirme dans l'élite

La 13e journée de Serie A' a offert un scénario spectaculaire lundi soir à Bologne, où la Cremonese a infligé à l'équipe locale sa première défaite de la saison, s'imposant 3 à 1 grâce notamment à un doublé du vétéran anglais Jamie Vardy.

Ce succès, le premier après trois revers consécutifs, permet à la formation récemment promue de se repositionner à la 11e place du classement avec 17 points, tout en mettant fin à une série impressionnante de neuf matches sans défaite pour Bologne, auteur de trois victoires consécutives avant cette rencontre.

Le match a pris une tournure décisive dès la 31e minute lorsque Vardy, 38 ans et ancien international anglais, a ouvert le score pour la Cremonese.

L'attaquant, passé par Leicester City et arrivé à l'intersaison, a ensuite doublé la mise pour porter son total à quatre buts en neuf rencontres cette saison, démontrant que son expérience et son instinct de buteur restent des atouts précieux pour son

équipe. Bologne a tenté de réagir et a inscrit un but, mais la Cremonese a rapidement repris le contrôle, inscrivant un troisième but qui a scellé le sort de la rencontre.

Vincenzo Italiano, entraîneur de Bologne, a vu son équipe céder sous la pression d'une équipe adverse solide et disciplinée, qui a su exploiter les moindres failles défensives. Cette défaite fait reculer Bologne dans la course aux premières places, le club restant 6e avec 24 points, à quatre longueurs du duo de tête composé de l'AC Milan et de Naples.

La Cremonese, de son côté, prouve qu'elle peut tenir son rang dans l'élite et qu'elle est capable de rivaliser avec des équipes plus expérimentées grâce à la complémentarité de ses joueurs et à l'efficacité d'un Vardy toujours redoutable devant le but.

Au-delà du résultat, cette rencontre souligne l'importance de l'expérience et du leadership au sein des équipes promues.

Jamie Vardy continue de démontrer que son jeu



intelligent, sa précision et sa capacité à se placer dans les zones décisives font de lui un atout majeur, capable de changer l'issue d'un match en un instant.

La Cremonese, motivée par la perspective de s'installer durablement en Serie A, peut envisager la suite de la saison avec confiance après ce succès retentissant.

R.S



BAYERN

NEUER VEUT PRENDRE SON TEMPS

En fin de contrat en juin prochain au Bayern Munich, le monument Manuel Neuer (39 ans, 17 matchs toutes compétitions cette saison) pourrait prolonger le plaisir d'une année supplémentaire, soit jusqu'en 2027. Mais le gardien allemand n'a pas terminé sa réflexion. Il ne veut pas se précipiter, et ne prendra sa décision que plus tard dans la saison. "Je voudrais prendre mon temps avec ça. Il faut vraiment de prendre le temps de se demander : comment va mon corps ? Quel est mon état de santé ? Est-ce judicieux de continuer ? J'ai besoin d'un peu plus de temps", a confié l'emblématique portier de Rekordmeister auprès de Sky Sport Allemagne. Arrivé en provenance de Schalke 04, Neuer garde les buts du Bayern depuis 2011.

MILAN LE BAYERN PENSE À MAIGNAN

L'avenir de Mike Maignan (30 ans, 14 matchs toutes compétitions cette saison) continue d'alimenter les discussions en Serie A... mais aussi en Allemagne. Le gardien de l'AC Milan, sous contrat jusqu'en juin 2026, n'a toujours pas entamé de négociations sérieuses pour prolonger, alors même qu'il réalise l'un de ses meilleurs débuts de saison depuis son arrivée en Italie. Cette situation a réveillé l'intérêt du Bayern Munich, en quête d'un successeur crédible à Manuel Neuer, lui aussi en fin de contrat à la même date. Dans La Gazzetta dello Sport, le directeur sportif milanais Iglu Tare a admis qu'un accord tacite avait été trouvé avec Maignan avant le début de la saison : pas de discussions formelles avant un moment jugé plus propice. Une manière d'éviter que le feuilleton n'enfle trop tôt... tout en sachant que le Bayern surveille chaque détail du dossier. Milan veut croire à une prolongation, mais la concurrence, le timing et le cas Neuer rendent l'équation particulièrement volatile.

BARCELONE L'IMMENSE JOIE DE FLICK

Vainqueur de l'Atletico Madrid (3-1), mardi, le FC Barcelone a signé un succès majeur dans la course au titre en Liga. Le club catalan a provisoirement pris quatre points d'avance sur le Real Madrid tout en repoussant les Colchoneros à six longueurs, au terme d'une prestation aboutie dans tous les secteurs du jeu.

"Je pense que notre prestation était d'un autre niveau. On a joué contre une grande équipe. Nous nous sommes battus ensemble, et ce que j'ai vu était fantastique", a savouré l'entraîneur blaugrana, Hansi Flick, après la rencontre, estimant que cette victoire représente un vrai coup de boost pour la confiance de son groupe.

MAN CITY HAALAND RÉAGIT À SON RECORD

Devenu le joueur le plus rapide à atteindre les 100 buts en Premier League, Erling Haaland (25 ans, 14 matchs et 15 buts en Premier League cette saison) continue d'affoler les compteurs avec Manchester City. Buteur contre Fulham (4-5), mardi, l'attaquant norvégien a frappé pour la 100e fois en 111 rencontres, pulvérisant les marqueurs historiques de la compétition et devant des références comme Alan Shearer, Harry Kane, Sergio Agüero ou Thierry Henry. "Je suis fier et heureux d'atteindre les 100 buts, mais quand tu es l'avant-centre de Manchester City, tu dois être au rendez-vous. Si je ne marque pas, les critiques sont normales. Au final, je dois répondre aux attentes", a soufflé le buteur manucien, lucide sur les exigences qui accompagnent son statut.

FODEN PROLONGÉ, ÇA AVANCE

De retour à un très bon niveau cette saison, le milieu offensif Phil Foden (25 ans, 17 matchs et 6 buts toutes compétitions cette saison) se rapproche d'une prolongation avec Manchester City. En conférence de presse, le manager des Skyblues, Pep Guardiola, a confirmé les intentions des Citizens concernant le meneur de jeu.

"Vous avez raison, nous voulons qu'il reste pendant de nombreuses années. J'espère qu'il pourra rester toute sa carrière. C'est un joueur exceptionnel, un fan de Man City, issu du centre de formation", a appuyé l'Espagnol. Actuellement sous contrat jusqu'en juin 2027, Foden pourrait signer jusqu'en 2030, selon le journaliste Nicolo Schira.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL **DK NEWS**
 Directeur général **Benzine Lamine**
 Gérant **Faygal Laouar**
 Directeur de rédaction et publication **Dif Abdelhamid**

RÉDACTION ADMINISTRATION
 « 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »
FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 **FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.**
 Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

PROCESSUS D'ORAN

Les dirigeants africains appellent à une stratégie unifiée contre le terrorisme et saluent l'expérience algérienne

Les travaux de la 12^e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, inscrit dans le cadre du Processus d'Oran, ont donné lieu à un appel solennel des responsables africains pour une intensification coordonnée de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé transnational.

Cette session s'est distinguée par la convergence rare des participants sur la nécessité d'une réponse collective, cohérente et durable face à un fléau qui continue de menacer la stabilité du continent.

L'Algérie, forte de son expérience reconnue et de ses succès dans l'éradication du terrorisme, s'est retrouvée au centre des discussions, citée comme modèle et partenaire stratégique incontournable. Pour le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, la lutte contre l'extrémisme violent ne peut être dissociée d'un engagement résolu contre la pauvreté, la marginalisation et les inégalités structurelles. Dans son allocution, il a insisté sur la nécessité de bâtir en Afrique un environnement sécuritaire durable fondé sur la consolidation des institutions étatiques, la montée en compétence des forces de défense et de sécurité, et une stratégie de développement reposant sur l'éducation, la numérisation, l'économie verte et l'inclusion sociale.

Il a souligné que cette vision exige une coopération beaucoup plus étroite entre États africains, une diplomatie préventive renforcée et un véritable partage des renseignements, afin d'anticiper les menaces et de neutraliser les réseaux criminels et terroristes avant qu'ils ne s'enracinent davantage.

Le ministre tunisien a également réaffirmé l'engagement ferme de son pays à soutenir toutes les initiatives africaines et



internationales visant à instaurer la paix, à renforcer la stabilité et à accompagner les efforts communs de prévention des conflits.

Pour lui, il est désormais indispensable de construire une architecture de sécurité africaine fondée sur la solidarité, le partenariat stratégique, la souveraineté partagée et la responsabilisation collective.

Le ministre des Relations internationales du Botswana, Pheny Butale, a livré un message tout aussi clair en mettant en garde contre la progression inquiétante de l'extrémisme violent sur le continent.

Selon lui, la propagation rapide des groupes terroristes en Afrique australe, centrale et sahélienne exige de puiser dans les expériences réussies et les expertises crédibles, au premier rang desquelles se distingue l'Algérie.

Il a rappelé que le parcours unique de l'Algérie dans sa lutte contre le terrorisme, marqué par des stratégies efficaces de déra-

dicalisation, de réconciliation nationale et de sécurisation du territoire, constitue une référence précieuse pour tous les pays africains désireux de renforcer leurs capacités nationales. Pour Butale, il ne peut y avoir de paix sans développement, ni de stabilité sans perspectives économiques solides. Il a insisté sur la nécessité de promouvoir la prospérité comme rempart contre les discours extrémistes, estimant que « l'économie est la première ligne de défense contre le terrorisme ». Il a également mis en avant la nécessité impérieuse d'une collaboration renforcée entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que d'une action coordonnée du groupe A3*, afin de garantir que la voix de l'Afrique soit entendue, protégée et respectée dans les instances internationales.

La 12^e session du Processus d'Oran aura ainsi permis de consolider le rôle de l'Algérie en tant que plateforme stratégique pour le dialogue africain sur la sécurité et comme acteur incontournable dans la formulation de solutions continentales.

À l'heure où l'Afrique fait face à des menaces multiformes, le message des participants demeure clair : seule une Afrique unie, solidaire et dotée d'une vision commune pourra relever le défi du terrorisme et construire un avenir fondé sur la paix, la souveraineté et la prospérité partagée.

R. I.

Attaf sonne l'alerte sur les défis de paix et de sécurité en Afrique

La 12^e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, connu sous le nom de Processus d'Oran, s'est achevée à Alger avec des conclusions jugées déterminantes pour l'avenir du continent.

Lors de la cérémonie de clôture, le ministre d'État algérien aux Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a dressé un tableau inquiétant des défis politiques et sécuritaires qui menacent la stabilité de l'Afrique.

Attaf a identifié une triade de menaces majeures : les changements anticonstitutionnels de gouvernements, le terrorisme et les interférences extérieures.

« Ces dangers s'entrelacent », a-t-il expliqué, soulignant la nécessité d'une réponse collective et coordonnée à l'échelle du continent. Il a rappelé la recrudescence des coups

d'État, citant la suspension récente de deux pays membres de l'Union africaine en l'espace de 42 jours seulement.

Sur le plan sécuritaire, le terrorisme reste une menace prédominante, particulièrement dans la région du Sahel, où certains groupes armés contrôlent désormais des territoires étendus, s'imposant parfois comme autorités locales de facto. À cela s'ajoutent les ingérences étrangères dans plusieurs crises africaines, une situation qui fragilise la souveraineté des États et compromet les mécanismes traditionnels de résolution des conflits.

Dans son allocution, le ministre a réaffirmé la nécessité de « repositionner l'Union africaine » au centre des processus de prévention et de gestion des crises et de renforcer la complémentarité entre le Conseil de

paix et de sécurité de l'Union africaine et les membres africains siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU. Selon lui, l'unité africaine est un atout stratégique pour renforcer la crédibilité et l'influence du continent dans les affaires internationales.

Cette session du Processus d'Oran a été marquée par la participation exceptionnelle de pays élus au Conseil de sécurité, hors du continent africain, illustrant l'ouverture et la reconnaissance internationale de l'initiative.

Attaf a conclu en citant Julius Nyerere : « L'unité ne nous rendra peut-être pas riches, mais elle rendra difficile pour l'Afrique et les peuples africains d'être ignorés », soulignant ainsi l'importance d'une voix africaine unifiée sur la scène mondiale.

R. I.

COOPÉRATION

L'Algérie et l'OIM renforcent leur coopération pour mieux encadrer le retour volontaire et la lutte contre l'irrégularité

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a reçu mardi la représentante de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Algérie, Lalini Veerassamy, lors d'une rencontre qui a confirmé la qualité de la coopération entre les deux parties et ouvert la voie à de nouvelles perspectives dans la gestion de la migration et du retour volontaire.

Cette réunion, marquée par une convergence des approches et des priorités, s'inscrit dans une vision commune visant à affiner les mécanismes de prise en charge des migrants, à encadrer davantage les flux migratoires et à renforcer la coordination avec les pays d'origine.

Pour Abdelhak Saihi, l'enjeu principal consiste à moderniser les outils et les dispositifs permettant d'accompagner les migrants en situation irrégulière, dans un cadre respectueux des droits humains et conforme aux règles internationales.

Il a exprimé la disponibilité totale de son département à travailler étroitement avec les équipes de l'OIM, notamment à travers l'organisation de séances d'expertise conjointe destinées à examiner les problématiques prioritaires, parmi lesquelles figure la lutte contre la migration clandestine, un phénomène complexe aux répercussions sociales, sécuritaires et humanitaires importantes. Le ministre a également insisté sur la nécessité d'identifier des mécanismes concrets capables d'encourager le retour volontaire des migrants irréguliers vers leurs pays d'origine, en étroite concertation avec les autorités concernées et avec le soutien opérationnel de l'OIM.

Cette approche, qui privilégie la dimension humaine et l'accompagnement individuel, vise à offrir aux migrants des perspectives dignes, à prévenir leur exposition aux dangers des réseaux criminels, et à renforcer la coopération bilatérale dans la mise en œuvre de programmes de retour sécurisés et structurés.

Pour sa part, Lalini Veerassamy s'est félicitée du niveau déjà élevé de coopération entre l'OIM et l'Algérie.

Elle a salué les facilitations accordées par l'État algérien en matière de formation, d'accompagnement et de prise en charge des migrants, insistant sur le rôle moteur de l'Algérie en Afrique du Nord dans la promotion d'approches équilibrées et responsables de la gestion migratoire.

Elle a souligné que cette rencontre s'inscrit dans une dynamique visant à approfondir le dialogue stratégique avec les autorités algériennes, à diversifier les axes de collaboration et à exploiter toutes les opportunités permettant de renforcer la prévention, l'information et la coordination opérationnelle. Les discussions ont permis d'examiner plusieurs propositions concrètes pour améliorer encore la maîtrise du phénomène migratoire. Il a notamment été question de la possibilité de conclure de nouveaux accords de coopération avec les pays d'origine des migrants, de renforcer les programmes de sensibilisation aux risques de la migration irrégulière, et d'explorer les perspectives d'élargissement du partenariat bilatéral à l'horizon 2026.

L'objectif partagé demeure clair : mettre en place un cadre de collaboration plus efficace, plus cohérent et plus utile pour les migrants eux-mêmes, tout en consolidant les capacités institutionnelles en matière de gestion des flux migratoires.

À travers cette rencontre, l'Algérie et l'OIM confirment leur détermination à construire un partenariat durable, fondé sur la responsabilité mutuelle, le respect des règles internationales et la volonté d'apporter des réponses humaines et pragmatiques aux défis migratoires actuels.

L'année 2026 s'annonce, à cet égard, comme une étape clé dans l'expansion de cette coopération, avec l'ambition partagée de renforcer les outils de prévention, d'améliorer l'encadrement du retour volontaire et de consolider les dispositifs destinés à protéger les migrants et à réduire les risques liés à l'irrégularité.

R. I.

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR

Le grand virage numérique : Quand l'État s'ouvre à l'ère du service public moderne

À l'approche de la fin de l'année, un mouvement irréversible traverse les institutions nationales : celui d'une numérisation qui n'est plus un simple horizon programmé, mais une dynamique concrète qui gagne chaque semaine en intensité.

Le pays vit, sous nos yeux, une transformation profonde qui redéfinit les rapports entre le citoyen, l'administration et l'économie. Ces derniers jours l'ont encore démontré : l'accélération est réelle, assumée, et désormais visible pour tous. La mesure annoncée par la DGSN, permettant désormais d'effectuer la déclaration de perte en ligne, en est une preuve éclatante.

Un geste devenu banal dans de nombreuses sociétés avancées, mais qui marque chez nous une rupture majeure avec des décennies de paperasse, de déplacements contraignants et de procédures lentes.

Pour le citoyen, ce « clic » simple symbolise l'entrée dans une nouvelle ère, celle où l'administration s'adapte enfin à ses besoins, et non l'inverse. Cette avancée n'est pas isolée.

Elle s'inscrit dans une stratégie d'ensemble pilotée depuis 2023 par le Haut-commissariat à la numérisation, véritable chef d'orchestre d'un chantier national qui mobilise tous les secteurs.

Parmi les plus en pointe, le ministère des Finances a tracé sa voie avec détermination : simplification du devoir fiscal, plateformes modernisées, services dématérialisés.

Les Douanes, le Domaine national et de nombreux services externalisés ont, eux aussi, engagé la transition, prouvant que la volonté d'action dépasse largement le cadre central.

Dans le champ social également, les initiatives se multiplient. Le lancement, par le ministre de la Solidarité nationale, d'une plateforme numérique dédiée au signalement de la corruption dans son secteur illustre parfaitement comment la digitalisation devient un outil de transparence.

De même, la convention signée entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et la Haute autorité de transparence (HATPLC) conforte l'idée que l'intégrité publique passera désormais, de plus en plus, par la technologie.

Le numérique ne protège pas seulement la donnée : il protège la confiance. Et ce chantier dépasse largement les institutions. Il irrigue l'économie dans toutes ses dimensions.

L'essor du commerce en ligne, rendu possible par des outils numériques fiables, a bouleversé les habitudes de consommation.

L'industrie, les travaux publics, la logistique s'appuient désormais sur le digital pour suivre les stocks, accélérer les chantiers, optimiser les chaînes de production.

Même la santé découvre une nouvelle voie avec la télémédecine et l'accès à la consultation à distance, brisant les frontières géographiques qui limitaient autrefois les soins.

Contrairement aux inquiétudes diffusées ici et là, la numérisation n'annonce pas la fin de l'emploi : elle en crée.

De nouveaux métiers émergent, de nouvelles compétences deviennent indispensables, une nouvelle génération de profils s'impose.

L'interconnexion des institutions « qui commence à se déployer » promet une fluidité administrative jamais atteinte jusque-là, et avec elle, la naissance d'un écosystème professionnel entièrement renouvelé.

Cette accélération répond à un objectif précis : celui fixé par le président Tebboune, qui a donné la fin de l'année comme échéance stratégique pour franchir un cap décisif.

Beaucoup d'administrations sont désormais en avance, d'autres encore en transition. Mais l'essentiel est là : le pays a enclenché une transformation historique, structurante, irréversible. Il y aura un avant et un après.

Un avant où le papier, les tampons et les files d'attente rythmaient la vie administrative. Un après où la rapidité, la transparence et l'accessibilité deviennent la norme.

Ce virage numérique est plus qu'un chantier technique : c'est une promesse politique, un engagement moral envers le citoyen, un redressement de la relation entre l'État et la société. La révolution digitale est en marche. Aux retardataires de rattraper le mouvement « car le train du progrès, lui, ne ralentira plus ».

REDACTION